

ÉTÉ 1986
VOLUME 1 NUMÉRO 2

INSTITUT
CANADIEN POUR
LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ
INTERNATIONALES

PAIX ET SÉCURITÉ



LA CRISE DE L'APARTHEID

La réaction du Canada

Dan O'Meara, natif de l'Afrique du Sud, exhorte le Canada à réagir avec fermeté face à la crise qui s'aggrave sous le gouvernement Botha.

Le journaliste canadien **John Honderich** émet un avertissement : certaines composantes de l'IDS pourraient bien être basées au Canada.

Geoffrey Pearson, ancien ambassadeur du Canada en Union soviétique, compare entre elles diverses hypothèses au sujet du rôle de notre pays dans le monde.

Dans le présent numéro :

■ Voici le deuxième numéro de la revue trimestrielle de l'Institut. Les réactions que le premier numéro a provoquées chez les lecteurs ont été encourageantes. Nous espérons combler le vide existant entre les brefs synopsis présentés par les quotidiens et les analyses plus détaillées paraissant dans les revues spécialisées. Chaque article vise à placer les questions d'actualité concernant la paix et la sécurité dans un contexte politique ou historique plus large.

La caractéristique dominante de notre revue, c'est qu'elle s'efforce de présenter le point de vue canadien sur les événements mondiaux. Quels sont ces événements ? Comment influent-ils sur le Canada ? Quel rôle les Canadiens doivent-ils jouer ?

Bon nombre des thèmes abordés portent, bien sûr, à controverse, et les recommandations formulées suscitent un débat animé partout au pays. *Paix et Sécurité* veut présenter toute la gamme des opinions canadiennes sur les questions intéressant la paix et la sécurité internationales. Chaque auteur traite son sujet selon une perspective particulière, et nous espérons que les lecteurs exprimeront eux aussi leurs opinions, en écrivant à la rédactrice en chef.

La bibliographie et la liste de documents audiovisuels contiennent des ouvrages qui permettront au lecteur d'approfondir la matière traitée dans les articles. En outre, cette section de la revue présente de nouveaux livres, articles et films, notamment ceux qui sont écrits, publiés ou produits au Canada.

L'article de Dan O'Meara sur l'apartheid est allé sous presse juste au moment où le monde était informé des raids lancés par l'Afrique du Sud contre trois pays voisins, à savoir le Botswana, la Zambie et le Zimbabwe, tous membres du Commonwealth. Le Groupe des personnalités du Commonwealth était en Afrique du Sud à ce moment-là et il tentait d'organiser des pourparlers entre les représentants du gouvernement et les dirigeants nationalistes noirs. Le Canada et les quarante-huit autres membres du Commonwealth ont condamné les raids en déclarant qu'avec eux, l'espoir d'opérer des changements pacifiques en Afrique du Sud s'était à toutes fins pratiques évanoui.

Dianne DeMille
Rédactrice en chef

**INSTITUT
CANADIEN POUR
LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ
INTERNATIONALES**

307, rue Gilmour
Ottawa (Ontario)
K2P 0P7
(613) 990-1593

■ *Paix et sécurité* paraît tous les trois mois; ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.

Les textes de ce bulletin peuvent être reproduits, pourvu que la source en soit mentionnée.

Autorisation à venir pour acheminement par courrier de deuxième classe. Port payé à Toronto.

Bureau de rédaction

Geoffrey Pearson, Nancy Gordon,
David Cox

Rédactrice

Dianne DeMille

Présentation et production

The Spencer Francey Group,
Toronto/Ottawa

Version française

Sogestran inc. (Denis Bastien)

ISSN 0831-1846

**Members du conseil
d'administration**

William Barton, *Président*
Margaret Fulton, *Vice-présidente*
Norman Alcock
Christoph Bertram
George Bell
Harriet Critchley
Gwynne Dyer
William Epstein
Albert Legault
Joanna Miller
Geoffrey Pearson
John Sigler
Paul Warnke
Lois Wilson
Gerald Wright

TABLE DES MATIÈRES



-
- 2 **L'APARTHEID ASSIÉGÉ :**
La réaction du Canada. Par Dan O'Meara
-
- 4 **L'IDS AU CANADA :**
Des éléments basés chez nous ? Par John Honderich
-
- 6 **L'UNIVERS NUCLÉAIRE :**
Comment le Canada doit-il réagir ? Par Geoffrey Pearson
-

■ **M. Dan O'Meara** est chercheur et journaliste pour le compte de CIDMAA, un centre de recherche et de documentation sur l'Afrique australe, établi à Montréal; **M. John Honderich** est rédacteur de la section des affaires, au *Toronto Star*; **M. Geoffrey Pearson** est Directeur général de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales; **M. James Travers** est un journaliste canadien vivant à Chypre; **Mme. Jane Boulden** est auxiliaire de recherche à l'Institut; et **M. Gregory Wirick** est un journaliste pigiste.

-
- 8 **LETTRE DE NICOSIE** *Par James Travers*
-
- 9 **CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS** *Par Jane Boulden*
-
- 10 **EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE** *Par Gregory Wirick*
-
- 11 **NOUVELLES DE L'INSTITUT**
-
- 12 **BIBLIOGRAPHIE/DOCUMENTS AUDIOVISUELS**
-

L'APARTHEID ASSIÉGÉ:

La réaction du Canada. Par Dan O'Meara



Vers la fin de 1985, le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Joe Clark a déclaré que le gouvernement du Canada

s'était donné comme objectif de prendre des mesures concrètes pour favoriser l'élimination pacifique de l'apartheid en Afrique du Sud.

■ Le gouvernement Mulroney s'est dressé contre l'Afrique du Sud plus résolument que n'importe lequel de ses prédécesseurs. M. Clark a mis en oeuvre des sanctions limitées en septembre dernier et à deux reprises il a averti Pretoria que le Canada n'hésiterait pas à appliquer des sanctions totales à moins que les autorités sud-africaines commencent véritablement à démanteler l'apartheid; M. Clark a même envisagé la situation où le Canada n'aurait d'autre recours que de rompre toute relation avec l'Afrique du Sud. Et le Premier ministre a répété ces deux avertissements dans sa déclaration devant l'Assemblée générale des Nations-Unies.

Notre pays a joué un rôle clef dans la création du "Groupe des personnalités" du Commonwealth, lequel a été chargé d'encourager la démocratisation en Afrique du Sud. On a reporté l'adoption d'autres mesures politiques jusqu'à ce que le Groupe ait déposé son rapport. Comme ce dernier sera sûrement négatif, le Canada se sentira pressé d'appuyer ses propos par des mesures concrètes et plus fermes.

Il est en effet permis de s'attendre à des mesures plus sévères. Cependant, pour que la politique canadienne produise des résultats tangibles, il faut la fonder sur une *stratégie* à trois grands volets:

■ comprendre la dynamique politique propre à l'Afrique du Sud;
■ se soucier de savoir comment l'ensemble des efforts politiques canadiens pourrait cadrer avec une

stratégie internationale plus large contre l'apartheid; et

■ discerner les genres d'intervention qui affaibliront le plus le régime d'apartheid tout en renforçant ses victimes tant en Afrique du Sud qu'en Afrique australe.

La dynamique politique

Tout programme de réformes que le gouvernement sud-africain pourrait envisager devrait viser à rassurer cinq groupes politiques très différents: la population noire, l'extrême-droite, les forces de sécurité, le monde des affaires, et la collectivité internationale. Mais aucun de ces groupes n'est monolithique; chacun regroupe des éléments politiques aux points de vue très divergents, mais joue un rôle clef dans la crise actuelle.

Fait fort important, le gouvernement aurait besoin de se gagner des appuis actifs suffisants au sein de la population noire pour mettre fin à la révolte urbaine. Cependant, la colère (et l'attrait du pouvoir si proche) est telle dans la collectivité noire que même les dirigeants noirs modérés ne pourraient rien accepter de moins que le suffrage universel et le démantèlement total et rapide de l'apartheid.

À l'autre limite du spectre politique, il y a les extrémistes de droite qui bénéficient, estime-t-on, de l'appui d'un tiers de la population blanche. Ils se sont armés pour combattre ce qu'ils appellent "la trahison dont l'homme blanc est victime". Les plus forts d'entre eux ont formé des groupes locaux de

"vigilante" et de milice pour patrouiller les secteurs blancs.

Le gouvernement devrait aussi convaincre les forces de sécurité que les réformes envisagées ne réduiraient en rien leur pouvoir. C'est là une question complexe. Il existe de profondes divisions politiques dans l'armée, et c'est là une réalité que les généraux mentionnent publiquement depuis 1981. Les chefs de la police et de l'armée constituent déjà la force la plus importante dans les rouages clefs du processus décisionnel, et leur pouvoir grandit toujours. D'un autre côté, les niveaux inférieurs et intermédiaires de la police appuient fortement l'extrême-droite, et il en est de même des militaires de carrière des forces armées sud-africaines. Il faut donc s'attendre à ce que les divers éléments des forces de sécurité affichent une intransigeance radicale.

Inquiets face à la radicalisation profonde de la politique noire, les entreprises sud-africaines et les investisseurs étrangers aspirent désespérément à une solution – n'importe laquelle – qui rétablira la stabilité. Bien qu'ayant profité pendant longtemps d'une main-d'oeuvre bon marché et bénéficié d'une alliance confortable avec P. W. Botha de 1979 à 1984, les dirigeants d'entreprise insistent de plus en plus sur la nécessité d'opérer des changements. Cependant, le monde des affaires s'oppose toujours carrément à l'idée du suffrage universel dans un État unitaire. Les propositions fédéralistes qu'il préconise correspondent, aux yeux des groupes politiques noirs, à une tentative pour garantir la domination des blancs par le biais d'un remaniement constitutionnel. De plus, les milieux d'affaires ont fait beaucoup de bruit et exercé de nombreuses pressions, mais ils se sont bien peu servi de leur véritable pouvoir économique contre le gouvernement.

Et nous en venons ainsi à la collectivité internationale. C'est le groupe le plus indéfini de tous, car on y retrouve des ONG, des églises

et des syndicats, mais aussi des gouvernements occidentaux. La structure très particulière de l'économie sud-africaine la rend très sensible aux pressions internationales. Le pays n'a pas la capacité de mettre au point ou de produire les technologies, les équipements et les biens manufacturés sans lesquels son industrie n'existerait tout simplement pas. Tout cela est importé; or, comme tout autre pays du tiers-monde, l'Afrique du Sud paie avec des exportations de minerais et de produits agricoles et aussi avec des investissements étrangers et des prêts lui ayant été consentis. Les sanctions économiques de plus en plus sévères limitent considérablement la capacité du régime de financer l'appareil complexe qu'est l'apartheid. En mars 1986, l'ancien président de la gigantesque entreprise *Anglo-American Corporation* déclarait que des mesures de désinvestissement appliquées par suite de l'action d'éléments non gouvernementaux avaient déjà nui à l'économie sud-africaine. Les sanctions auxquelles la collectivité internationale songe constituent une grave menace pour le régime.

Le gouvernement du président Botha est incapable de satisfaire aux attentes de ces cinq groupes, en particulier à celles des deux premiers dont l'importance est cruciale. En fait, il est douteux qu'un gouvernement blanc puisse commencer à démanteler l'apartheid sans provoquer une révolte armée de la part de l'extrême-droite, voire un coup d'État ourdi par les forces de sécurité. Comme il a épuisé ses options politiques, le régime commence à s'effriter dans une mesure dont les pays occidentaux ne reconnaissent pas encore toute l'ampleur.

L'Afrique du Sud vit aujourd'hui un de ces rares moments dans l'histoire où l'ordre établi commence finalement à s'écrouler, mais où

l'ordre nouveau n'est pas encore capable de s'imposer. Le régime a perdu, sur les plans moral, idéologique et politique, mais pas encore sur le plan militaire; l'opposition noire organisée a remporté la victoire morale, idéologique et politique, mais elle n'a pas encore vaincu le régime sur le plan militaire.

Comme le président Botha et ses généraux l'ont maintes fois répété, ils n'ont pas encore commencé à utiliser toute la force dont ils disposent. Les événements de l'année dernière ont montré qu'au fur et à mesure qu'ils sentiront le pouvoir politique leur échapper, ils recourront de plus en plus à la violence pure et simple, non seulement contre la population sud-africaine, mais aussi contre les peuples et les gouvernements des pays voisins.

C'est donc essentiellement sur le terrain *militaire* que la lutte pour le pouvoir va maintenant se livrer. Le principal groupe d'opposition noir, nommé le Congrès national africain (ANC), a commencé à intensifier ses attaques armées (le nombre a triplé en 1985) et il a menacé de porter la lutte armée dans les quartiers blancs. Il a rejeté le recours au terrorisme dans le passé, mais il vient de déclarer qu'il ne peut désormais plus garantir que les civils seront épargnés.

L'apartheid est clairement entré dans sa crise terminale, mais on peut s'attendre à ce que les spasmes de l'agonie durent longtemps et soient extrêmement violents. Deux questions pressantes se posent à cinq continents s'intéresse à l'avenir du pays:

- Combien faudra-t-il de temps à l'apartheid pour s'écrouler?
- Quelle sera l'ampleur des dommages causés aux peuples et à l'économie des pays de l'Afrique australe pendant cette période?

Les pressions internationales constituent une variable clef. À elles seules, elles n'entraîneront pas l'effondrement du régime, mais un programme d'action international cohérent et fondé sur une perspective stratégique peut accélérer le processus tout en réduisant sensiblement les dommages.

Le rôle du Canada

Les principaux opposants à de nouvelles mesures internationales contre l'apartheid sont encore les É.-U., la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest (la position du nouveau gouvernement français n'étant toujours pas claire).

En sa qualité de membre du Commonwealth et de la francophonie, le Canada peut servir d'intermédiaire et effectuer des démarches essentielles pour mettre en oeuvre un plan d'action international concerté contre l'apartheid. Le gouvernement canadien devra bientôt choisir : ou bien il appuiera la Grande-Bretagne sur cette question, ou bien il se rangera auprès des pays du tiers-monde membres du Commonwealth (qui ont déjà l'assentiment des deux autres anciens "dominions blancs", à savoir l'Australie et la Nouvelle-Zélande). Les pressions directes que le Canada pourrait exercer sur M^{me} Thatcher seraient sans doute stériles, mais par l'entremise du Commonwealth, il est possible d'engendrer un consensus Nord-Sud à cause duquel il serait beaucoup plus gênant pour le gouvernement Thatcher de s'en tenir à sa position intransigeante.

Le Canada pourrait aussi susciter un consensus parallèle en Europe en négociant avec les pays nordiques et la Communauté économique européenne (CEE), à commencer par les pays plus petits pour en arriver finalement à la France et à l'Allemagne de l'Ouest. Au sommet fran-

cophone de février, le Canada a énormément contribué à définir la position sévère adoptée à l'égard de l'apartheid.

Quelles mesures prendre ?

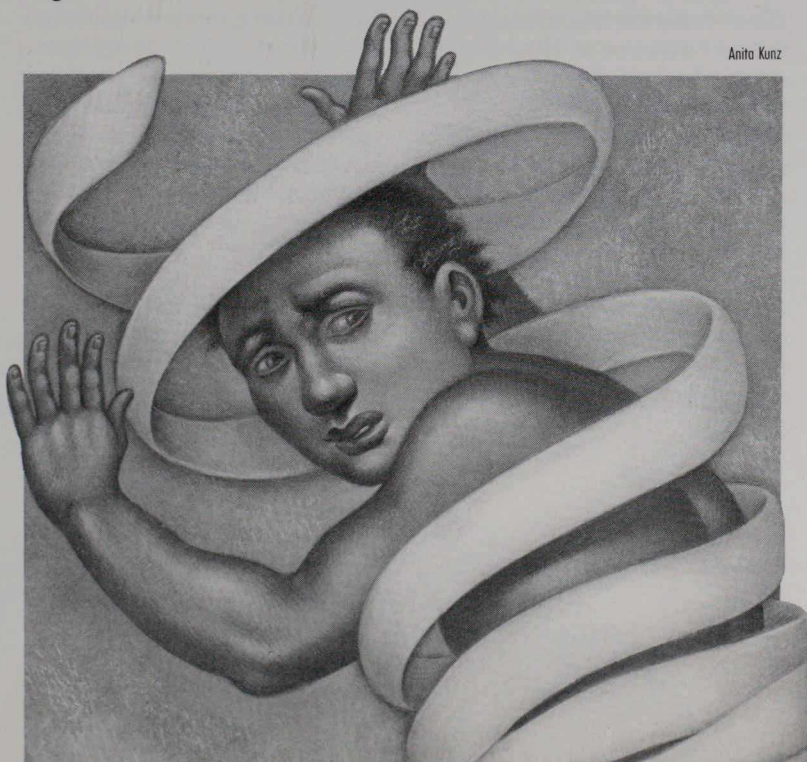
Il est essentiel de reconnaître que, même si les É.-U., la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest refusent de sanctionner d'autres mesures internationales, toute une gamme d'actions très efficaces sont à la portée du Canada. Le principe du "tout ou rien" ne s'applique pas quand on parle de sanctions, et celles-ci ne sont pas les seules options possibles. Toute nouvelle politique doit se fonder sur une gamme de possibilités graduées en fonction de leur degré de complexité.

Les mesures les plus simples et les moins coûteuses sont politiques. En premier lieu, il faudrait réduire les rapports diplomatiques avec l'Afrique du Sud de façon à confirmer que le régime a perdu toute légitimité. Deuxièmement, le Canada contribuerait beaucoup à confirmer la réalité politique existant en Afrique du Sud en reconnaissant l'ANC ou en entretenant avec ses dirigeants des rapports publics réguliers à un haut niveau. Pour renforcer ces relations, l'ACDI pourrait recommencer à fournir des subventions "de contrepartie" pour les projets de bien-être menés par l'ANC en Afrique australe, aide que le gouvernement Clark avait interrompue en 1979.

On commencerait ainsi à délaisser les gestes symboliques et à agir concrètement sur la scène politique. Sur le plan économique, les mesures proposées à la Conférence du Commonwealth tenue à Nassau en octobre 1985 constitueraient certes un premier pas valable. Mais il faudrait aussi accorder une assistance accrue aux voisins de l'Afrique du Sud déjà ébranlés par la déstabilisation économique du régime. L'ACDI a déjà entrepris une étude de faisabilité sur cette question.

Vu la vulnérabilité bien particulière de l'économie sud-africaine et le fardeau de plus en plus lourd que représente pour elle le financement de l'apartheid, le désinvestissement et les mesures économiques peuvent être efficaces. Jusqu'ici, ce sont presque exclusivement des groupes non gouvernementaux qui ont demandé l'application de programmes de désinvestissement, et les entreprises sud-africaines en ont déjà confirmé les effets. Les sanctions économiques, en revanche, relèvent des gouvernements. Il est urgent de combiner en un plan-massue efficace les efforts privés de désinvestissement et les sanctions économiques officielles. Il serait peut-être utile que le gouvernement canadien convoque une assemblée internationale pour discuter des mesures pacifiques à prendre contre l'apartheid. La dernière étude détaillée sur les sanctions remonte à 1980, et ses conclusions sont aujourd'hui carrément dépassées.

Le plan que le Canada adoptera doit prévoir des mesures punitives contre l'apartheid, mais aussi des moyens de protéger les victimes de ce dernier contre des représailles inévitables. En raison de la situation désespérée qui règne en Afrique du Sud, il est devenu extrêmement urgent de mettre en oeuvre un plan d'action efficace et coordonné pour sauver des milliers de personnes dans ce pays et en Afrique australe. Le Canada est bien placé pour jouer un rôle déterminant. Le gouvernement Mulroney a su tenir le bon discours et il a commencé à prendre de véritables mesures. Le moment est venu pour lui d'aller encore plus loin. □



Anita Kunz

L'IDS AU CANADA:

Des éléments basés chez nous ? Par John Honderich

■ Le Canada risque-t-il d'être entraîné dans la Guerre des étoiles ? Cette simple pensée donne froid dans le dos à de nombreux Canadiens.

■ Le renouvellement récent de l'accord NORAD, sans qu'on y ait désavoué l'Initiative de défense stratégique, a conduit de nombreux stratèges à croire que le Canada pourrait bien devenir partie involontaire à la Guerre des étoiles.

Comme il est situé entre les deux superpuissances nucléaires, le Canada serait l'endroit idéal pour déployer des éléments du système de défense. Pour reprendre les mots de John Pike, Directeur chargé de la politique spatiale à la Fédération des scientifiques américains: "Cette conclusion n'a rien d'extraordinaire; elle découle simplement des réalités géographiques."

Dans un mémoire qu'il a présenté en octobre 1985 dans le cadre d'une conférence sur l'IDS organisée par l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (ICPSI), M. Pike a soutenu ce qui suit: "Plusieurs éléments du système anti-missiles balistiques (ABM) pourraient être déployés au Canada, si celui-ci acceptait un tel rôle. Il y a par ailleurs certains éléments de ce même système dont les caractéristiques techniques sont telles qu'ils contribueraient encore plus à la défense des États-Unis s'ils étaient basés au Canada."

Il convient de noter que les abîmes technologiques à franchir avant que l'IDS devienne réalité paraissent presque insurmontables. Les recherches effectuées ont déjà entraîné le rejet de divers concepts de défense et théories. En outre, le Canada continue toujours d'affirmer qu'il ne s'est aucunement engagé à participer au déploiement de quelque qu'élément de l'IDS que ce soit. À maintes reprises, le ministre de la Défense, M. Erik Nielsen, a tourné en dérision toute allégation

suggérant que cette ligne de conduite pourrait changer. Malgré tout, il est utile de savoir quels éléments du système IDS actuellement envisagé pourraient être déployés chez nous et pourquoi.

Pour commencer, il convient d'expliquer sommairement comment les nouvelles défenses stratégiques fonctionneraient. La doctrine existante prévoit un "parapluie" de défense multicouche qui assurerait la surveillance, la poursuite et, le cas échéant, la destruction des missiles soviétiques ou de leurs ogives aux diverses étapes de leur vol.

Une défense multicouche

Les stratèges ont divisé en quatre stades la trajectoire que suivraient les missiles stratégiques et leurs ogives: 1) *la phase de propulsion*, qui dure plusieurs minutes; les missiles sont lancés par des fusées; 2) *l'étape de la postcombustion* dure elle aussi plusieurs minutes, après que les fusées se sont détachées du missile; le "bus" qui transporte les ogives multiples voyage alors en dehors de l'atmosphère; 3) *la phase balistique*, qui peut durer jusqu'à 25 minutes; les ogives logées dans des véhicules de rentrée quittent le bus, filent dans l'espace extra-atmosphérique et foncent vers leurs objectifs; et 4) *la phase terminale*, qui dure une ou deux minutes; les ogives rentrent dans l'atmosphère et fondent sur leurs cibles.

Un système parfaitement intégré de défense contre les missiles balistiques comprendrait des capteurs et des intercepteurs. Les capteurs, basés au sol ou dans l'espace, ou encore transportés à bord d'avions, repèreraient les missiles soviétiques et leurs ogives multiples et en suivraient la trajectoire. Ils devraient fonctionner à la perfection pour déceler les "véritables" objectifs parmi les centaines de milliers de leurres et de plaquettes de brouillage.

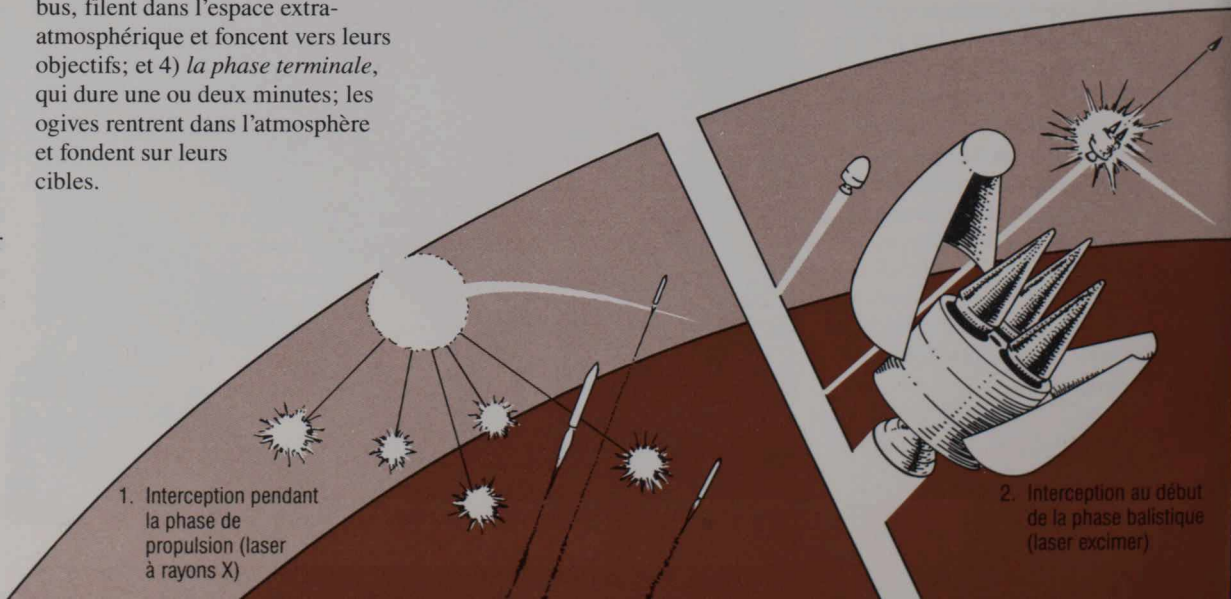
Une fois que les objectifs auraient été repérés, il appartiendrait aux lasers, aux armes à faisceaux de particules et aux missiles intercepteurs (autant de systèmes n'ayant pas encore été mis au point) de détruire les missiles soviétiques, pendant la phase de propulsion, ou leurs ogives pendant les phases balistique et terminale. Certains de ces capteurs et armes d'interception seraient placés dans l'espace, mais d'autres devraient être installés au sol. Et c'est ici que le Canada aurait un rôle à jouer.

Comme il s'étend directement sous la trajectoire de vol que suivraient les ogives soviétiques, le Grand Nord canadien pourrait bien être un des meilleurs endroits où déployer certains des appareils terrestres de poursuite et d'interception. Nous décrivons sommairement ci-après quelques-uns des éléments qui pourraient être installés au Canada.

Les systèmes de poursuite Système optique aéroporté (SOA)

Les stratèges de l'IDS ont proposé de modifier des avions de ligne *Boeing 767* pour leur faire porter des télescopes à infrarouges à haute résolution. Ces appareils repèreraient les ogives soviétiques à la fin de la phase balistique et pendant la phase terminale, en détectant la chaleur des véhicules de rentrée dans l'espace froid environnant.

Selon les plans actuels, de vingt à quarante *Boeing 767* évolueraient ainsi depuis douze bases. On parle même de mettre au point des *Boeing 767* robots qui seraient téléguidés et qui pourraient voler plusieurs jours d'affilée. Ils circuleraient à des altitudes de quinze à vingt-cinq kilomètres et couvriraient chacun un secteur d'environ 750 kilomètres de rayon. On étudie ce système depuis plusieurs années déjà, et le premier vol d'essai doit avoir lieu en 1988. Pour que l'infrastructure dispose d'un délai d'alerte maximum, on pense qu'il faudrait baser ces avions le plus au nord possible; le Nord canadien représente un endroit idéal. Cependant, même s'ils étaient postés le long du 49^e parallèle aux États-Unis, ces avions seraient sans doute obligés de survoler le territoire canadien pour mener à bien leurs missions.



1. Interception pendant la phase de propulsion (laser à rayons X)

2. Interception au début de la phase balistique (laser excimer)

Le radar à imagerie en phase terminale (TIR)

Afin de mieux distinguer les leurs des cibles réelles, les scientifiques ont mis au point un système radar qui fonctionnerait en tandem avec les *Boeing 767*. Ce système terrestre raffinerait encore davantage l'information recueillie par les capteurs aéroportés. Pour embrouiller les capteurs ennemis, les Soviétiques déploieraient sans doute une armada de leurres de façon que leurs missiles aient de meilleures chances d'échapper à la détection.

Les ballons, les plaquettes métalliques de brouillage et d'autres leurres légers qui accompagnent les ogives dans la phase balistique se consumeraient au moment de la rentrée dans l'atmosphère. Cependant, il serait possible de déployer d'autres leurres lestés qui simuleraient le comportement des ogives dans la phase terminale. Le rôle du TIR consisterait à distinguer ces leurres des ogives.

L'interception pendant la phase balistique

ERIS (Système exoatmosphérique d'interception des véhicules de rentrée)

Dans le cadre de leur projet de déployer un parapluie de défense multicouche, les scientifiques sont revenus à l'idée du missile intercepteur de missiles balistiques. Lancé par une fusée à deux étages (chaque étage assurerait la propulsion pendant 15 secondes seulement), l'ERIS serait capable d'accélérer à une vitesse phénoménale. Ce petit "véhicule tueur" de 10 kilos seulement serait dirigé par un capteur à infrarouges et un laser autoguidé.

L'appareil doit faire mouche du premier coup. Comme le mot "exoatmosphérique" le laisse entendre, l'ERIS attaquera ses objectifs en dehors de l'atmosphère, vers la fin de la phase balistique. S'il était basé dans le Nord du Canada, il pourrait probablement toucher l'objectif plus tôt pendant cette même phase.

Braduskill (Destruction exoatmosphérique par des moyens non nucléaires)

Le *Braduskill* est un autre système conçu pour atteindre les ogives pendant la phase balistique. Contrairement à l'ERIS cependant, il n'entre pas en collision avec elles; il vole plutôt à leurs côtés, ce qui lui donne plus de temps pour distinguer les leurres des cibles réelles. Une fois repérées, les ogives seraient détruites par de nombreux petits "véhicules tueurs" autopropulsés, dirigés par des capteurs à infrarouges ou par d'autres dispositifs d'autoguidage.

"Si j'étais l'administrateur de ce contrat, de dire M. Pike, je serais très déçu si les entrepreneurs ne désignaient pas le Canada comme étant l'endroit par excellence pour installer ces armes. Il faudrait baser les missiles aussi près que possible de l'Union soviétique, ce qui limite considérablement le choix des emplacements. Une base située dans l'île de Baffin ou dans l'île Ellesmere serait tout simplement idéale."

Systèmes laser anti-missiles balistiques

Les armes laser anti-missiles balistiques sont plus insolites que l'ERIS ou le *Braduskill*. Plusieurs armes de ce genre ont été proposées, mais il y en a deux dont le rendement serait meilleur si elles étaient

basées en Alaska ou dans le Nord canadien.

Citons d'abord le laser à rayons X *Excalibur*. Cet appareil devait à l'origine employer un pulse de rayons X pour détruire les missiles pendant la phase de propulsion. Les rayons X sont produits par l'explosion d'une petite charge atomique qui détruit l'*Excalibur* une fraction de seconde plus tard.

Dès que l'alerte serait donnée, on lancerait l'*Excalibur* dans l'espace grâce à un missile intercepteur ultrarapide; c'est qu'on appelle le "mode d'éjection". Pour attaquer les missiles soviétiques avant qu'ils quittent l'atmosphère, l'*Excalibur* devrait être basé très au nord. Dans l'état actuel des choses, il serait lancé par un sous-marin en plongée, mais les communications seraient de toute évidence beaucoup plus simples si le système était basé dans le Nord canadien.

Il y aurait également avantage à poster dans le Nord les lasers terrestres. Il s'agirait de lasers excimers ou à électrons libres très puissants (environ 10 mégawatts). L'énergie produite par eux serait dirigée vers un miroir de dix mètres de diamètre placé sur une orbite géostationnaire haute, et ce miroir relayerait ensuite les faisceaux laser à des miroirs plus petits dits "de mission", situés sur des orbites plus basses. Ce serait ces petits miroirs qui dirigeraient le faisceau laser sur la cible.

En basant les lasers terrestres le plus au nord possible, on réduirait le nombre et la taille des miroirs relais et des miroirs de mission nécessaires.

L'interception pendant la phase terminale

HEDI (Système endoatmosphérique d'interception à haute altitude)

Pour constituer une dernière ligne de défense au-dessus des villes américaines (et canadiennes), les stratèges de l'IDS comptent actuellement sur un missile basé au sol appelé HEDI. Il intercepterait les missiles ennemis à une altitude de

quinze à cinquante kilomètres environ. L'HEDI recevrait ses données des deux systèmes de poursuite AOS et TIR que nous avons décrits plus haut, et il serait sans doute guidé par des capteurs à infrarouges. Une fois rendu à proximité de sa cible, le "véhicule tueur" exploserait, la criblant ainsi de shrapnel.

Il est possible que l'URSS déploie des véhicules de rentrée manoeuvrables plus à même d'échapper à l'interception. En pareil cas, on a prévu d'équiper l'HEDI d'une ogive à rayonnement renforcé, ce qui lui permettrait de détruire la cible ennemie malgré tout.

Comme bon nombre des villes visées seraient situées non loin de la frontière canado-américaine, on peut facilement voir qu'il y aurait avantage à stationner les intercepteurs au Canada pour accroître leur efficacité.

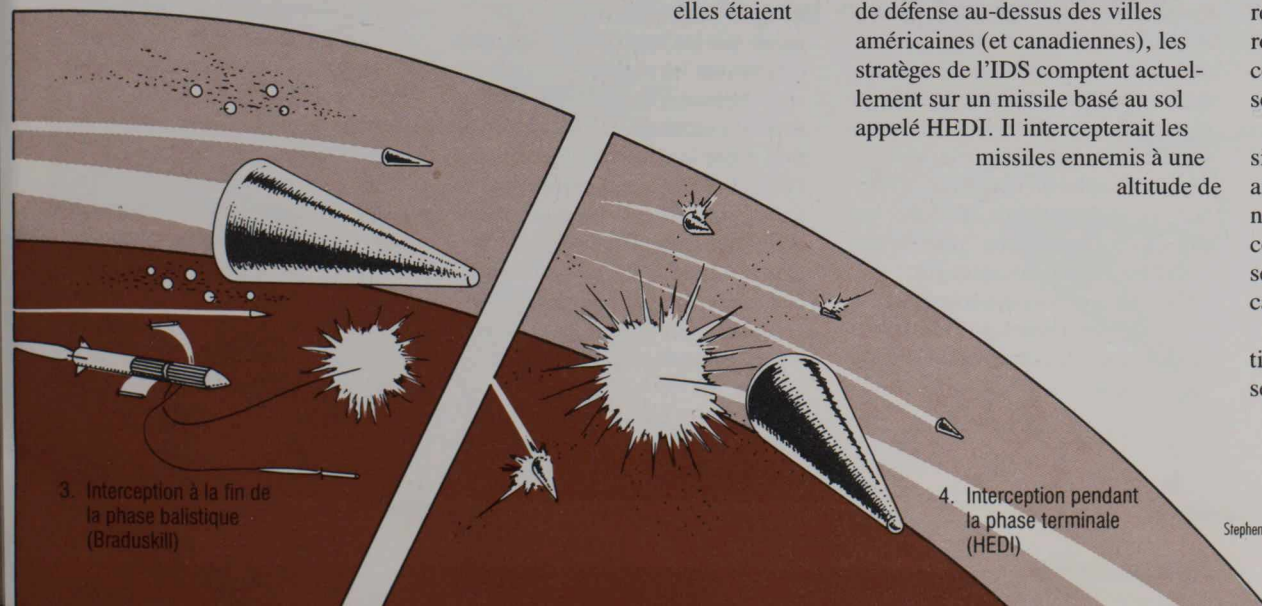
Les choix politiques

L'intégration récente du NORAD au Commandement de l'espace (*Space Command*), dont le quartier général est au Colorado, a alarmé de nombreux Canadiens. Quand on lui a demandé il y a peu de temps quels liens pouvaient exister entre le NORAD et l'IDS, le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a admis que toute l'affaire risquait d'entraîner des conséquences peu souhaitables pour le Canada. Mais il s'est empressé d'ajouter: "Nous pouvons nous en sortir."

Quoi qu'il en soit, toute participation du Canada à l'IDS supposerait de facto une alliance entre partenaires inégaux. Le Canada ne pourrait jouer un rôle important dans le processus décisionnel, et l'on ne s'attendrait pas à ce qu'il en soit autrement. L'étude que nous venons de faire sur les éléments de l'IDS révèle que seulement quelques rouages d'une machine de guerre continentale beaucoup plus vaste seraient installés au Canada.

Vu qu'il faudra prendre des décisions à la vitesse de l'éclair, les armes du réseau IDS relèveraient nécessairement et exclusivement du commandement américain. Les conséquences pour la souveraineté canadienne sont évidentes.

Fait plus important encore, en participant à l'IDS, le Canada favoriserait une escalade marquée de la course aux armements. □



3. Interception à la fin de la phase balistique (Braduskill)

4. Interception pendant la phase terminale (HEDI)

Stephen Priestley

L'UNIVERS NUCLÉAIRE:

Comment le Canada doit-il réagir. Par Geoffrey Pearson

■ Il existe deux gammes d'hypothèses différentes au sujet de la situation stratégique du Canada, et l'on pourrait employer les termes "classiques" et "naïves" pour les désigner respectivement, sans toutefois leur prêter un sens désobligeant.

■ Les hypothèses "classiques" sont à peu près les suivantes:

La menace la plus directe qui pèse sur le Canada provient de l'URSS et des tensions internationales qu'engendre la politique étrangère soviétique.

La dissuasion, que les forces stratégiques des É.-U. et les forces alliées de l'Europe occidentale concrétisent, représente le meilleur moyen de parer cette menace.

Le Canada a tout intérêt à coopérer avec les É.-U. pour défendre l'Amérique du Nord, et avec ses alliés pour protéger l'Europe occidentale, même si, dans les deux cas, la contribution militaire du Canada en faveur de la défense et de la dissuasion peut changer.

La dissuasion suppose le maintien d'un équilibre approximatif entre les forces de l'Est et de l'Ouest et la volonté de la part de l'OTAN de recourir la première aux armes nucléaires, si l'Alliance ne peut aligner des forces classiques comparables à celles du Pacte de Varsovie.

Les intérêts du Canada sont les suivants: rester maître de son territoire et protéger sa souveraineté; jouer un rôle actif pour améliorer les relations Est-Ouest, notamment en ce qui concerne la limitation des armements et le désarmement; et être prêt à seconder ses alliés ou les Nations-Unies pour aider à préserver la paix dans le tiers-monde.

Les hypothèses dites "naïves" pourraient s'énoncer comme suit:

La sécurité du Canada est principalement menacée par les risques

de conflit nucléaire entre les super-puissances.

Ce danger est aggravé par les politiques, tant soviétiques qu'américaines, qui préconisent le déploiement d'armes nucléaires pour dissuader l'adversaire d'attaquer, peu importe la région du monde considérée.

Limiter et réduire l'arsenal nucléaire, voilà le double objectif suprême. Pour l'atteindre, on pourrait interdire les essais, la production et le déploiement des armes nucléaires, réduire considérablement les arsenaux nucléaires, ou réaliser un désarmement général et complet.

Le Canada doit s'efforcer de faire modifier la politique autorisant le recours à l'arme atomique par l'OTAN en premier, refuser que des vecteurs soient mis à l'essai au-dessus de son territoire, se retirer du NORAD si son rôle va au delà de l'alerte avancée et de la surveillance de l'espace aérien, et (aux dires de certains) se déclarer zone exempte d'armes nucléaires.

Sur la scène internationale, le Canada doit mettre davantage l'accent sur la médiation et les négociations dans le cadre des relations Est-Ouest, mais aussi dans celui des conflits régionaux; accroître le budget réservé à l'aide internationale, aux dépens de celui de la défense, s'il le faut; et, règle générale, chercher des alliés parmi les nations "poursuivant des objectifs s'apparentant aux siens", où que ces pays soient dans le monde (les auteurs de l'initiative de paix dite "des cinq continents", par exemple).

Dans l'ensemble, les gouvernements canadiens ont accepté les hypothèses "classiques" décrites plus haut, non cependant sans éprouver de l'inquiétude parfois au sujet de certaines politiques de nos alliés - les É.-U. en particulier. Le Canada s'est montré sceptique face à l'assertion selon laquelle les Soviétiques ont quelque chose à voir avec la plupart des crises sévissant dans le monde. Notre pays s'est montré beaucoup plus disposé que les É.-U. à voir dans des pays comme Cuba et le Nicaragua (ou, en 1968, la Chine) des partenaires légitimes plutôt que des ennemis. Mais dans leurs rapports avec l'Union soviétique, les gouvernements de notre pays (et la plupart des Canadiens) ont accepté l'idée que l'URSS est un "adversaire", sinon un "ennemi", et ils ont de même fait leur la position stratégique qui découle logiquement de cette perception.

Jusqu'ici du moins, les hypothèses "naïves" n'ont pas ébranlé la conviction fondamentale que, si rien ne s'opposait à elle, l'URSS accroîtrait nécessairement son pouvoir et son influence dans le monde. On entend souvent dire, d'ailleurs, que l'Europe vit en paix depuis près de 40 ans parce que les forces armées de l'Alliance occidentale ont mis en échec l'"expansionnisme soviétique".

Il est impossible de vérifier cette assertion, mais il n'est pas nécessaire de l'accepter comme parole d'évangile. Personnellement, je pense que les hypothèses classiques concernant les objectifs soviétiques sont dépassées (à condition qu'elles fussent exactes en 1949) et qu'on a trop prôné la nécessité de maintenir l'équilibre des forces en Europe. Et à cause de cela, des mesures ont été prises qui nuisent aujourd'hui à la paix et à la sécurité, au lieu de les favoriser. À titre d'exemple, citons l'accumulation des forces nucléaires à portée intermédiaire (INF) en Europe.

Que faut-il faire pour limiter et réduire l'envergure de l'affrontement nucléaire en Europe et partout ail-

leurs dans le monde? Les hypothèses "naïves" butent ici sur l'obstacle du "réalisme" politique, philosophie qu'ont adoptée la grande majorité de ceux qui appartiennent aux mondes du gouvernement, des médias et des affaires: si les É.-U. rejettent la majorité de ces hypothèses, le Canada ne peut les défendre sans nuire à ses relations bilatérales avec eux. C'est d'autant plus vrai si les principaux alliés de l'OTAN repoussent eux aussi ces hypothèses "naïves", ce qui est actuellement le cas. Je dis bien "actuellement", car il ne serait pas surprenant que de nouvelles propositions soviétiques concernant la limitation des armements et le désarmement influent sensiblement sur l'opinion européenne au cours des mois à venir. Par exemple, si les Soviétiques préconisaient des mesures plus réalistes de vérification ou d'inspection sur place pour contrôler les réductions des arsenaux et les retraits de troupes, l'Europe occidentale pourrait bien réagir favorablement.

Le mot clef dans tout ce débat est sans doute "stabilité". La dissuasion nucléaire garantit-elle la stabilité? Si cette doctrine nous a épargné la guerre nucléaire pendant quarante ans, continuera-t-elle de le faire? La réponse classique est "oui", mais les Canadiens ne doivent pas accepter cette réponse sans réserve. Le désarmement n'offre aucune garantie de stabilité, non plus d'ailleurs que l'"équilibre des forces". De nouvelles armes, de nouvelles doctrines, de nouvelles craintes peuvent venir ébranler la fragile confiance sur laquelle la stabilité repose. Et c'est exactement ce que l'Initiative de défense stratégique des É.-U. (IDS) risque de faire: peu importe que les technologies envisagées soient viables, l'IDS tend à bloquer les efforts qu'on déploie à Genève pour conclure des accords sur les armes nucléaires. Faute de tels accords, des tensions surgiront inévitable-

ment, et elles influenceront sur la sécurité du Canada, qu'il soit ou non partie à l'IDS.

Nous aurions tort de croire que certaines régions du monde – le tiers-monde, l'Europe de l'Est, diverses parties de l'Ouest – parviendront à la stabilité, car la guerre et les crises y sévissent à l'état endémique. Nous devons mettre en oeuvre des méthodes pour gérer ces crises et rendre au Conseil de sécurité de l'ONU les fonctions qui lui furent dévolues à l'origine, surtout que ses membres permanents sont les puissances dotées d'armes nucléaires. Les pays qui peuvent se permettre de fournir une aide militaire au Conseil de sécurité doivent se mettre à sa disposition. Or, le Canada est l'un d'eux.

Ma propre liste d'hypothèses au sujet de la situation stratégique du Canada emprunterait des éléments aux deux listes que j'ai dressées au début.

J'ai dit que notre perception traditionnelle de l'"ennemi" était dépassée, mais il convient de rappeler ici que l'idéologie marxiste-léniniste définit elle aussi un ennemi comparable, à savoir l'"impérialisme". Mais des faits montrent que, dans l'Union soviétique d'aujourd'hui, la démarche politique a principalement pour objet de convenir avec l'Ouest d'un certain *modus vivendi* fondé sur des échanges et des accords de limitation des armements. De part et d'autre, l'opinion publique semble converger vers une définition commune de l'"ennemi" : la guerre nucléaire même.

Comment prévenir cette guerre? Je doute que la perception classique de la dissuasion constitue un fondement valable pour la sécurité à long terme, mais j'ai bien peur qu'il n'existe aucune autre option pratique pour le moment. Il faut espérer que les mesures envisagées pour retirer les troupes et les armes classiques d'Europe et les accords devant

entraîner une réduction des divers arsenaux nucléaires créeront un contexte international où la coopération remplacera un jour la dissuasion. Les conditions existant dans le tiers-monde, où les stratégies soviétiques comptent bien qu'il se produira une évolution sociale permanente en faveur du "socialisme", feront qu'il sera difficile de mettre cette coopération en pratique. Peut-être que personne n'aura vraiment le choix: l'ampleur des problèmes mondiaux en l'an 2000, quand la planète devra subvenir aux besoins de six milliards d'habitants, obligera sans doute les uns à coopérer avec les autres et inversement.

Le Canada n'est pas en mesure de se défendre seul; la défense des deux pays d'Amérique du Nord constitue un seul et même problème. Les É.-U. tiendront compte de nos opinions dans la mesure où nous accepterons de contribuer à l'effort de défense, mais nous devrions faire valoir

devant eux des liens de dépendance entre notre apport en matière de défense et nos idées sur la réduction des armements stratégiques.

En nous opposant aux essais des missiles de croisière au Canada, nous favoriserons peu l'amélioration des relations Est-Ouest. Mais nous ne serions pas en train de mettre à l'essai des missiles de croisière lancés depuis un avion (ALCM) si ces systèmes avaient été bannis dans le passé. Cette question a déjà été inscrite à l'ordre du jour des entretiens de Genève, et elle pourrait y figurer de nouveau.

Outre qu'elle offre des moyens de coopération en matière de défense, l'Alliance Atlantique permet au Canada d'exprimer ses priorités, et c'était là une dimension fort importante aux yeux des Canadiens qui ont négocié le Traité de l'Atlantique-Nord. Essayons d'en tirer le meilleur parti possible. □



Jerzy Kolocz

Lettre de Nicosie *Par James Travers*



Le long de la ligne de démarcation (aussi appelée ligne Attila) qui divise l'île de Chypre et ses habitants depuis plus de dix ans, la peinture lève sur les barrières bleu clair de l'ONU, et la rouille ronge les rouleaux de barbelés.

■ Par une journée de printemps exceptionnellement chaude, les troupes chypriotes-grecques vaquent à leurs occupations, bercées par le son d'une musique de bouzouki, alors que de l'autre côté du no man's land, les soldats turcs s'échangent des histoires en chassant les mouches. Une légère brise fait flotter les drapeaux de ces deux armées et des six contingents nationaux qui composent la force de maintien de la paix de l'ONU. Les adversaires se surveillent paresseusement de chaque côté d'une bande de terre large de seulement quatre mètres en son point le plus étroit.

Dans le secteur Quatre, une zone urbaine de sept kilomètres de long, désertée et patrouillée par des troupes canadiennes depuis la fin de 1974, le statu quo est maintenu tant par la menace des fusils que par cette assommante routine.

“Ce n'est pas un jeu, affirme Dan Wellsman, Commandant du contingent canadien et Sous-chef d'état-major des forces de l'ONU. C'est bien réel. Les balles sont bien réelles, et la crise risque toujours d'éclater de nouveau.”

Mais rarement les incidents qui ravivent les plaies de Chypre entraînent-ils plus que des échanges de cailloux et d'insultes des deux côtés de la zone tampon, dont la création a donné naissance à l'expression “ligne de démarcation”. Il y a un peu plus de deux ans, toutefois, un soldat grec, qui avait exaspéré son voisin turc, a été abattu par ce dernier. Les Canadiens sont parvenus à désamorcer la crise, et aujourd'hui

plus personne ne semble vouloir mettre en péril l'équilibre précaire mais satisfaisant qui règne dans l'île.

La mission de la force de maintien de la paix a été couronnée d'un tel succès que les 500 000 Grecs et les 150 000 Turcs de Chypre sont maintenant confortablement installés



donné naissance à l'expression “ligne de démarcation”.

dans leurs enclaves. On se demande aujourd'hui si la force de l'ONU, composée de 2 400 hommes, ne fait pas justement partie intégrante d'un problème qui a nécessité l'intervention de 26 000 Canadiens; depuis 1964, chaque régiment des Forces régulières a envoyé là-bas certaines de ses unités au moins une fois.

C'est un argument qui se défend. La présence de la force de l'ONU permet aux Chypriotes grecs et turcs de s'offrir le luxe de l'intransigeance et elle a jusqu'ici coûté aux Nations-Unies et aux pays fournissant des contingents plus de 1,8 milliard de dollars, montant qui augmente maintenant de 125 millions par année.

La stagnation de la crise et l'imposition d'un tel fardeau à une institution aux prises avec une crise financière tourmentent le Secrétaire général des Nations-Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar. Ses espoirs

de voir la mission de maintien de la paix déboucher sur des pourparlers de paix sont constamment gênés par des dirigeants qui n'ont ni l'audace ni le courage voulus pour amener leurs collectivités conservatrices respectives à accepter les compromis qui ouvriraient la voie à la réunification de l'île.

La position de M. Pérez de Cuéllar n'est pas très enviable. En effet, il ne peut contraindre le président Spyros Kyprianou ni le leader de la République turque de Chypre du Nord, M. Rauf Denktash, à entamer des discussions, pas plus qu'il ne peut risquer de retirer la force de maintien de la paix.

Mais rarement les incidents qui ravivent les plaies de Chypre entraînent-ils plus que des échanges de cailloux et d'insultes des deux côtés de la zone tampon, dont la création a

donné naissance à l'expression “ligne de démarcation”.

À ce sujet, le major Rod MacArthur, porte-parole de la force de l'ONU, déclarait récemment : “Si la force n'était pas là, ce serait la guerre ouverte, comme à Beyrouth.”

De son côté, le président Reagan a bien involontairement apporté de l'eau au moulin des partisans de la force en attaquant la Libye. Les escarmouches navales dans le golfe de Syrte, suivies des raids aériens contre Tripoli et Benghazi, ont suscité beaucoup d'inquiétude à Chypre. Cette île aux frontières ouvertes – point de jonction entre l'Orient et l'Occident – a soudain paru plus menacée par la violence de l'extérieur que par ses conflits intérieurs.

Afin, officiellement, d'empêcher que le Haut Commissariat britannique situé au cœur de la zone tampon fasse l'objet de représailles, on a déployé des troupes canadiennes à proximité. Ici, dans la capitale, les

diplomates américains et occidentaux se font discrets; les réunions d'expatriés ont été annulées.

Jusqu'à maintenant, les menaces de représailles se sont révélées sans fondement. Toutefois, elles ont servi à montrer à quel point les préoccupations des Chypriotes ont changé depuis 1974, année où l'armée turque a envahi le tiers septentrional de l'île, par suite d'un coup d'État sans lendemain qu'avait appuyé la Grèce. Aucun Chypriote grec n'a oublié les événements de 1974, et aucun Chypriote turc n'a pardonné aux Grecs d'avoir agi comme ils l'ont fait avant l'invasion, mais la peur que leur île serve de nouveau de champ de bataille à des factions étrangères a atténué l'importance du conflit domestique dans l'esprit des Chypriotes.

Voilà d'ailleurs un autre des “bienfaits” attribuables à la force de l'ONU. Celle-ci, très visible et titulaire d'un mandat sans échéance précise, a rendu le statu quo (pas tout à fait la guerre, pas tout à fait la paix) tolérable, et quasi normal.

En revanche, on ne peut pas compter autant sur la stabilité au Moyen-Orient. Leur île étant située en Méditerranée orientale, zone troublée s'il en est, les Chypriotes doivent constamment suivre le flux et le reflux des combats qui font rage autour d'eux. Quand elle atteint sa marée haute, cette violence semble d'ailleurs présenter de bien plus grands dangers qu'un incident le long de la ligne Attila ou qu'une nouvelle ruse politique de l'adversaire.

Car la lutte entre Juifs et Arabes, entre modérés et radicaux, n'est pas endiguée par une ligne Attila ou encore par le contour flou des barricades, des barbelés ou des drapeaux, et les sons qu'elle engendre ne sont pas aussi agréables à l'oreille que celui de la musique de bouzouki.

James Travers est le correspondant de l'agence Southam News au Moyen-Orient. Il habite à Nicosie (Chypre).

Condensé sur la limitation des armements

Par Jane Boulden



Traité sur l'interdiction complète des essais

■ Dans le discours qu'il a prononcé à la Quarantième session de l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a déclaré qu'aux yeux du Canada, "la mise au point d'un Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires reste... un objectif fondamental. Nous avons pour but la cessation de tous les essais nucléaires." À Genève, les États-Unis et l'Union soviétique n'ont pas amorcé les négociations sur un tel traité, mais comme Moscou a prolongé, avant d'y mettre fin, le moratoire unilatéral visant les essais et que le Secrétaire général du Parti, M. Gorbachev, a proposé le 30 mars de tenir sans tarder en Europe un sommet sur la question, on peut en déduire que celle-ci demeure un élément important du débat public et des relations entre les superpuissances.

Le 26 février 1985, la Chambre des représentants aux É.-U. a voté à 268 voix contre 148 en faveur d'une résolution qui exhortait le Président Reagan à soumettre au Sénat le

Au début de mars, les dirigeants de la Suède, de l'Argentine, de l'Inde, du Mexique, de la Tanzanie et de la Grèce, auteurs de la proposition dite "des cinq continents", ont écrit à MM. Gorbachev et Reagan pour leur offrir de les aider à vérifier l'application d'un traité sur l'interdiction complète des essais, par des inspections sur place et l'emploi de sismographes, et pour les prier de n'exécuter aucun essai nucléaire jusqu'au prochain sommet américano-soviétique. M. Gorbachev a alors réitéré son désir d'adopter des méthodes efficaces de vérification, y compris les inspections sur place, et il a prolongé au delà de la date limite du 31 mars le moratoire unilatéral que son pays s'était imposé pour les essais. "Nous ne pouvons maintenir (ce moratoire) indéfiniment. Pendant plus de sept mois, nous nous sommes abstenus de faire exploser des engins nucléaires, à des fins pacifiques ou dans le cadre d'essais, et nous en avons déjà payé le prix sur les plans militaire et économique... L'Union soviétique respectera le moratoire après le 31 mars, jusqu'à ce que les États-Unis fassent éclater une charge atomique."

Le 14 mars 1986, M. Reagan a invité les Soviétiques à venir aux États-Unis pour assister à un essai nucléaire. À la fin du mois, M. Gorbachev a offert à son homologue

par les gouvernements précédents pour estimer la puissance des essais soviétiques étaient fondées sur de fausses hypothèses. Le principal polygone d'essais soviétique à Semipalatinsk est situé dans une région plus stable que le Nevada, géologiquement parlant. Cela signifie que les explosions soviétiques engendrent une onde sonore plus forte à travers les couches terrestres que les essais américains de même ampleur. On ne sait pas encore comment cette révision influera sur les estimations antérieures de la Maison Blanche concernant les violations du Traité sur la limitation des essais nucléaires. M. Reagan a demandé un rapport sur cette question dans sa Directive décisionnelle n°202 sur la sécurité nationale.

Les négociations de Genève (Négociations sur les armes nucléaires et spatiales)

■ Dans une lettre qu'il adressait à M. Gorbachev le 25 février 1986, M. Reagan a esquissé la réponse américaine à la proposition formulée par le dirigeant soviétique en janvier au sujet des armes INF. Après avoir consulté ses alliés européens, M. Reagan a présenté trois différents plans triennaux tous destinés à débarrasser l'Europe des armes à portée intermédiaire. En vertu du premier plan, les deux blocs

territoire jusqu'à l'élimination complète de ces engins avant la fin de la troisième année. Le dernier plan prévoit l'élimination graduelle de toutes les armes INF en Europe et en Asie, au cours d'une période de trois ans. La proposition américaine rejetait la condition soviétique à savoir qu'il soit interdit aux Français et aux Britanniques d'accroître leurs forces.

MBFR (Pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces, à Vienne)

■ Le 20 février, la délégation des pays de l'Est a déposé un nouveau projet de traité qui prend en compte certains éléments de la proposition occidentale de décembre 1985. Le projet de traité prévoit le retrait de 11 500 soldats soviétiques et de 6 500 soldats américains (la proposition occidentale citait des réductions de 11 500 et de 5 000 soldats, respectivement), les deux blocs s'engageant par la suite à ne pas augmenter leurs effectifs pendant trois ans. Trois des quatre postes permanents de vérification seraient installés de chaque côté et, à condition qu'une demande en ce sens soit justifiée, des inspections sur place seraient permises. Les Occidentaux ont déclaré que le projet de traité ne traduisait aucun rapprochement sur les questions de fonds... et qu'il ne résolvait pas le problème initial, à savoir s'entendre sur l'importance numérique des troupes actuellement stationnées dans la région; bien au contraire, il cherchait à le perpétuer sous une autre forme. (20 mars 1986)

SALT II (Pourparlers sur la limitation des armements stratégiques)

■ Le Traité SALT II, qui impose des restrictions aux arsenaux nucléaires stratégiques des États-Unis et de l'Union soviétique, a été signé en 1979. Bien que le Traité n'ait jamais été ratifié par les États-Unis, les deux parties en ont toujours respecté les termes. Toutefois, le 27 mai dernier, le président Reagan a annoncé qu'à l'avenir, "la nature et l'ampleur de la menace posée par les forces stratégiques soviétiques, et non les dispositions du traité SALT II, détermineront les décisions que les États-Unis prendront relativement à la structure de leurs forces stratégiques".

Institut canadien pour
la paix et la sécurité internationales
307, rue Gilmour
Ottawa (Ontario)
K2P 0P7

En direct de la colline parlementaire *Par Gregory Wirick*



L'attaque contre la Libye

■ Le 15 avril 1986, la Chambre des communes a tenu un débat d'urgence sur l'attaque américaine contre la Libye. En général, l'Opposition a critiqué la décision du gouvernement d'avoir appuyé les É.-U. dans leur démarche, bien que le chef libéral John Turner se soit dit d'accord avec l'objectif des États-Unis désireux de frapper au coeur même du terrorisme. Cette déclaration semble l'avoir isolé de tous les autres députés libéraux qui ont pris la parole au cours de ce débat, soit MM. Brian Tobin, Warren Allmand, Charles Caccia et David Berger.

Quelques députés conservateurs sont aussi intervenus. La ministre d'État aux Relations extérieures, Mme Monique Vézina, s'est donné beaucoup de mal pour réitérer aux nations arabes l'amitié du Canada : "Les actes isolés d'un gouvernement ne sauraient influencer notre perception de la grandeur de (la) civilisation (des nations parentes) et notre désir d'entretenir avec elles des relations substantielles et cordiales." Deux autres députés conservateurs, nommément MM. Doug Lewis, secrétaire parlementaire du Président du Conseil privé, et Tom Hockin, coprésident du Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada, ont cité les déclarations qu'avait faites le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, pendant sa visite au Moyen-Orient. M. Clark avait alors insisté sur le droit du peuple palestinien d'avoir une patrie en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Les cinq députés néo-démocrates qui ont pris la parole, y compris le chef du parti, M. Ed Broadbent, qui avait proposé de tenir le débat, ont tous condamné le raid américain.

M. Saad Mujber, chef du protocole de la Libye, dont la visite au Canada coïncidait avec la tenue du débat parlementaire, a affirmé qu'il

repartait avec "une impression très positive". M. Mujber aurait soutenu que les déclarations contradictoires à Ottawa et le fait que le gouvernement avait réagi officiellement de façon à ne pas se compromettre lui faisaient croire que le Canada n'avait d'autre choix que d'appuyer l'attaque américaine.

Les journalistes et d'autres experts ont estimé que la question des pourparlers canado-américains sur le libre-échange préoccupait les dirigeants gouvernementaux au plus haut point à ce moment-là, et que cela expliquait pourquoi ces derniers s'étaient abstenus de critiquer ouvertement le raid américain.

Nouveaux comités parlementaires

■ Par suite de la réforme parlementaire amorcée en mars dernier, un nouveau comité a été formé : il s'agit du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur (CPAECE), composé de onze membres (sept conservateurs, deux libéraux et deux néo-démocrates). Le président du CPAECE est M. William Winegard (PC), qui avait présidé l'ancien Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale (CPAEDN) de 1984 à 1986.

Ayant oeuvré en collaboration avec des organismes qui s'occupent de développement international, M. Winegard en est venu à la conclusion que le CPAECE devait, en tout premier lieu, entreprendre la révision de tout le programme canadien d'aide au développement. Cette révision a débuté en avril 1986 et elle se terminera en juin 1987. Les autres

membres du CPAECE sont M. Lloyd Axworthy, critique libéral en matière de Commerce, Mme Pauline Jewett, critique du NPD pour les Affaires extérieures, M. Donald Johnston, critique libéral pour les Affaires extérieures, M. Steven Langdon, critique du NPD en matière de Commerce, M. Robert Corbett (PC), M. Benno Friesen (PC), M. Nic Leblanc (PC), M. William Lesick (PC), M. Donald Ravis (PC) et M. John Reimer (PC).

Le président du nouveau Comité de la défense nationale est M. Patrick Crofton (PC). Il a été officier dans la Marine royale du Canada de 1953 à 1971 et, au moment de prendre sa retraite, il était lieutenant-commander.

Les autres membres du Comité sont MM. Derek Blackburn, critique du NPD en matière de Défense, Leonard Hopkins, critique libéral pour la Défense, Stan Darling (PC), Robert Hicks (PC), Fernand Jourdenais (PC) et Allan McKinnon (PC) qui a été ministre de la Défense nationale de 1979 à 1980.

Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères, présidé par M. George van Roggen, de la Colombie-Britannique, effectue actuellement une étude exhaustive des problèmes associés à la dette internationale. Puisque les comités du Sénat ne sont pas tenus de fixer une échéance pour la remise de leurs rapports, on ne sait pas exactement quand l'étude sera terminée. L'avenir du Comité spécial du Sénat sur la défense nationale est également incertain, mais on sait que son président souhaite pouvoir continuer à examiner des aspects particuliers

des besoins du Canada en matière de défense.

La plupart des députés sont comblés d'aise par le changement dans leur rôle. Dans sa chronique du *Globe and Mail* du 16 avril 1986, Jeffrey Simpson écrivait ce qui suit : "Les nouveaux règlements des Communes élargissent le rôle des comités. Les présidents de ces comités, considérés auparavant comme quantités négligeables, deviennent tout à coup des personnages importants." Maintenant, poursuit-il, "la plus grande indépendance accordée aux députés renforcera les comités et permettra au Parlement de mieux refléter l'opinion publique, ce qui engendrera sans doute encore plus de maux de tête pour le gouvernement". Nous aurons peut-être une meilleure idée de l'ampleur de ces maux de tête à l'automne.

Comité mixte

■ Les audiences du Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada, qui étudie le Livre vert du gouvernement intitulé *Compétitivité et sécurité*, ont pris fin le 25 avril 1986. Le Comité a siégé dans toutes les provinces et dans les deux territoires afin de recueillir un échantillon complet des opinions du public. Dans chaque ville, il a tenu des tables rondes sur des sujets présentant un intérêt particulier pour la région (voir calendrier). Un large éventail de personnes et de groupes ont fait connaître leurs vues. Parmi les nombreux sujets abordés figurent l'Amérique centrale, les Nations-Unies et l'Afrique australe.

AUDIENCES DU COMITÉ MIXTE

Date	Endroit	Sujet	Panelistes
20 novembre 1985	Ottawa	La sécurité	Amiral Robert Falls, Ottawa Prof. Cynthia Cannizzo, Calgary M. Gwynne Dyer, Londres (Angleterre)
18 décembre 1985	Ottawa	La limitation des armements	Prof. Michael Tucker, Sackville (N.-B.) M. William Epstein, New York Prof. Douglas Ross, Vancouver
10 mars 1986	Fredericton	Le terrorisme	M. David Charters, Fredericton Prof. Maurice Tugwell, Fredericton Prof. Leslie Green, Edmonton
13 mars 1986	Québec	La sécurité dans le Nord	M. George Lindsay, Ottawa Prof. Franklyn Griffiths, Toronto Prof. Albert Legault, Québec

Nouvelles de l'Institut

■ En mars, M. **John Toogood** est devenu secrétaire-trésorier de l'Institut. M. Toogood a été capitaine (Marine) dans les Forces canadiennes qu'il a quittées vers le milieu de 1985. Il était alors Directeur des politiques de contrôle des armements au Quartier général de la Défense nationale. M. Toogood a fait partie des délégations canadiennes ayant assisté à diverses séances des négociations sur la limitation des armements, dont les pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR), à Vienne, et les délibérations de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). On peut se procurer son exposé sur ces négociations en s'adressant à l'Institut.

■ M. **John Burton**, du Centre for International Development à l'Université du Maryland, a prononcé l'allocution d'ouverture à un atelier sur le règlement des conflits organisé par l'Institut au début de mai. Parmi les autres participants, mentionnons **Brian Mandell**, du ministère de la Défense nationale, **Ronald Fisher**, de l'Université de la Saskatchewan, **James Laue**, de l'Université du Missouri, **Janice Stein**, de l'Université de Toronto, **David deWitt**, de l'Université York, **Harald von Riekhoff** et **John Sigler**, de l'Université Carleton, **Hanna Newcombe**, du **Peace Research Institute** (Dundas), **David Cox** et d'autres membres du personnel de l'Institut. Celui-ci avait convoqué tous ces chercheurs pour solliciter leurs conseils avant d'élaborer son programme de recherches dans le domaine du règlement des conflits.

■ M. **Bruce Blair**, du Brookings Institute de Washington (D.C.), s'est rendu à l'Institut, le 26 mai, pour participer à une séance d'information à l'intention de la presse. M. Blair s'est ensuite envolé à destination de Vancouver où il a assisté à une conférence d'une semaine sur la guerre nucléaire par inadvertance; cette conférence, financée par l'Institut, était organisée par le professeur **Michael Wallace** de l'U.B.C.

■ À la fin d'avril, M. **Geoffrey Pearson** s'est rendu en Sicile pour

assister à une conférence de l'ONU intitulée "La stabilité stratégique et la sécurité mutuelle en l'an 2000". De là, il est allé à Shannon (Irlande) où il a participé à une conférence sur la recherche de la paix, organi-

sée par l'Irish Peace Institute. Plus tard en mai, M. Pearson s'est adressé à l'Americas Society, à New York, et il y a parlé des relations Est-Ouest. En juin, il s'est rendu en URSS en tant qu'invité de l'Académie des

sciences et de l'Institut des affaires canado-américaines de Moscou. M. Pearson est ensuite parti pour Oxford (R.-U.) où il a pris part à une conférence de la Ditchley Foundation sur les relations Est-Ouest.

PROGRAMMES PUBLICS - Subventions du quatrième trimestre (1985-1986)

Association du Barreau canadien, Ottawa. Conférence canadienne sur les armes nucléaires et le Droit, du 2 au 4 novembre 1986. **20 000 \$**

Association canadienne pour l'éducation des adultes, Toronto. Atelier et numéro spécial du magazine Learning. **9 800 \$**

Coalition québécoise pour le désarmement et la paix, Montréal. Kiosque au Salon international de la jeunesse, du 13 au 19 mai 1986. **3 000 \$**

Co-op Radio, Vancouver. Women Talking Peace - Série radiodiffusée. **5 000 \$**

Faculté d'éducation de l'Université McGill/Services de congrès GEMS, Montréal. Conférence intitulée Mythes et réalités à l'ère nucléaire, du 21 au 23 avril 1986. **6 000 \$**

Ateliers sur l'éducation dans le monde, Stanstead (Québec). Série d'ateliers de fin de semaine sur l'éducation dans le monde - Juin 1986. **1 500 \$**

Kawartha Ploughshares, Lakefield (Ontario). Festival de cinéma : Everyday Life in the Soviet Union, du 21 au 23 mars 1986. **800 \$**

Les Productions Paix-Licule, Montréal. Vidéo : La marche pour la paix en Amérique centrale. **5 000 \$**

Manitoba Peace Associates, Winnipeg. Conférence intitulée In Search of Peace - Disarming the World, les 7 et 8 mars 1986. **7 000 \$**

Office national du film du Canada, Montréal. Trousse multi-média pour les écoles. **8 000 \$**

Now Rooz, Toronto. Festival du printemps pour la paix et le multiculturalisme, 22 mars 1986. **5 000 \$**

Peace Resource Centre, Ottawa. Ottawa Peace Calendar/Ottawa Peace News. **7 500 \$**

Institut Pembina, Alberta. Répertoire des personnes se consacrant à l'éducation à la paix au Canada. **8 000 \$**

St. John's Ploughshares, Terre-Neuve. Bulletin d'information. **3 000 \$**

Université Saint-Paul, Ottawa. Conférence intitulée À la recherche de la paix, à notre époque, du 16 au 18 mai 1986. **5 500 \$**

Université de Québec à Montréal. Semaine culturelle, du 10 au 14 mars 1986. **7 000 \$**

Theatre of Change, Toronto. Pièce intitulée Mother Courage and her Children, été 1986. **7 000 \$**

Toronto Disarmament Network, Toronto. Programme d'éducation et de sensibilisation. **8 000 \$**

Groupe de recherche sur la paix, Université Laval, Québec. Bibliographie spécialisée sur la paix, la guerre et le désarmement. **6 000 \$**

Janice Williamson, Toronto. Livre intitulé Canadian Women and Peace. **3 300 \$**

Total **126 400 \$**

SUBVENTIONS POUR LA RECHERCHE - Quatrième trimestre (1985-1986)

Mandell, Brian, Ottawa. Mieux gérer les crises internationales. **10 000 \$**

Centre québécois de relations internationales, Université Laval. La position canadienne en matière de désarmement. **38 915 \$**

UNITAR, New York. L'ONU et la Conférence sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales. **25 000 \$**

Borgese, Elisabeth Mann, Halifax. World Space Organization. **5 000 \$**

Research Programme in Strategic Studies, Université York. La souveraineté, la sécurité et l'Arctique. **7 000 \$**

Parker, Ross, Université McMaster. Les enfants du Canada inquiets face à l'avenir. **5 000 \$**

von Riekhoff, Harald, Université Carleton. Conférence - La cohésion du Pacte de Varsovie. **9 000 \$**

IUS-Canada, Calgary. Conférence sur la défense aérienne. **6 764 \$**

Soderlund, Walter, Université de Windsor. Comment la presse nord-américaine a couvert en 1984 les élections critiques qui ont eu lieu dans les Caraïbes. **1 856 \$**

Centre for International Research and Training, Université Carleton. Bibliographie sur le règlement des conflits. **3 000 \$**

Centre for Communication, Culture and Society, Université Carleton. Médias/Paix/Désarmement. **9 451 \$**

Mosco, Vincent, Université Queen's. Étude économique sur le système informatique stratégique des États-Unis. **1 500 \$**

École Norman Paterson, Université Carleton. Exercice de formation sur les négociations internationales. **2 040 \$**

Total **124 526 \$**

ACTIVITÉS À VENIR

Date	Activité	Organisateurs	Endroit
6-12 juillet	International Institute for Peace Education	Faculté d'éducation de l'Univ. de l'Alb.	Edmonton
22-29 juillet	Colloque international féminin	Ligue internationale féminine pour la paix et la liberté (Genève)	Utrecht, (Pays-Bas)
3-8 août	Perspectives internationales sur la paix et l'éducation	Center for Global Peace and Education Univ. Western Washington	Bellingham (Washington)
5-7 septembre	Conférence - Vers une sécurité collective	Le Groupe des 78	Stoney Lake (Ontario)
8-9 novembre	Le Nord vrai fort et libre ? Les armes nucléaires et la politique canadienne	Council of Canadians, Physicians for Social Responsibility	Edmonton

Bibliographie/Documents audiovisuels

Afrique du Sud

■ O'Brien, Conor Cruise. "What Can Become of South Africa?" *The Atlantic*, mars 1986, pp. 41-48.

Exposé impressionniste et sérieux sur l'histoire de l'Afrique du Sud et sur sa pertinence par rapport à l'époque troublée actuelle où les jeunes noirs brûlent des personnes dans la rue au nom de la justice. Les Afrikaners, à l'instar des Algériens blancs, sont résolus à lutter jusqu'à la fin, et cette attitude risque de constituer un obstacle de taille à l'élimination de l'apartheid. L'auteur conclut en présentant un scénario surprenant : une intervention américano-soviétique sous les couleurs de l'ONU, pour provoquer la capitulation des Afrikaners devant le pouvoir de la majorité noire.

■ Smiley, Xan. "A Black South Africa?" *The Economist*, 1^{er} février 1986, pp. 33 et 34.

Cette évaluation réaliste et honnête de la conjoncture sud-africaine conclut que plus les Blancs se soumettront vite, meilleures seront leurs chances de connaître un avenir acceptable (et non communiste) dans une Afrique du Sud dirigée par des Noirs.

Afrique (en général)

■ Lamb, David. *The Africans*. New York : Vintage Books, 1983.

En sa qualité de journaliste du *Los Angeles Times*, M. Lamb a fait des reportages sur tous les pays d'Afrique ayant accédé à l'indépendance après l'époque coloniale. Il résume ici ce qu'il connaît de ces pays, de leurs peuples et de leurs chefs; le récit empreint de la vivacité caractéristique des écrits journalistiques contient néanmoins suffisamment de détails historiques pour avoir droit de cité.

■ Meredith, Martin. *The First Dance of Freedom: Black Africa in the Postwar Era*. Londres : Sphere Books Ltd., 1985.

Récit pittoresque, informatif et agréable à lire sur les mouvements anticolonialistes dirigés par des hommes tels que Kwame Nkrumah, Jomo Kenyatta et Patrice Lumumba.

L'IDS et le Canada

La défense aérienne du territoire canadien. Rapport du Comité spécial du Sénat sur la Défense nationale. Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, 1985 (anglais et français)

Le Comité se penche sur les difficultés que présente la création du Système d'alerte du Nord, compte tenu des nouvelles technologies et des nouvelles orientations de la doctrine stratégique américaine. Le rapport résume le débat et contient des extraits de nombreux témoignages déposés devant le Comité.

■ Dossier *Star Wars*, *L'Analyse*, n° 13, printemps 1986, pp. 28-39.

Cinq contributions au dossier de l'Initiative de défense stratégique. Michel Fortmann traite des aspects techniques; Charles-Phillippe David parle des États-Unis en quête d'une ligne Maginot; Jocelyn Coulon décrit les réactions de l'Europe devant l'IDS; Jacques Lévesque analyse la position de l'URSS face à l'IDS, et enfin, Albert Legault réfléchit à l'attitude du Canada devant le défi technologique.

■ Lamb, John M. et Ronald G. Purver. "Is Canada Defensive about NORAD?" *Arms Control Today*, mars 1986, pp. 10-12.

MM. Lamb et Purver, qui appartiennent tous deux au Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement (CCCAD), situé à Ottawa, se penchent sur la question épineuse à laquelle le Canada doit trouver réponse, lui qui appartient au NORAD mais qui refuse de participer à la Guerre des étoiles.

■ Rosenblum, S. *Misguided Missiles: Canada, the Cruise and Star Wars*. Toronto : Lorimer & Company, 1985.

Exposé clair et à la portée du grand public sur les conséquences, pour le Canada, de "l'Initiative de défense stratégique" (ou "Guerre des étoiles") et du déploiement des missiles de croisière à grand rayon d'action par les Soviétiques et les Américains. L'auteur croit que le Canada devrait s'opposer à ces deux projets.

Le domaine nucléaire

■ Allison, G.T., Carnesale, A. et Nye, J.S. fils, (éd.) *Hawks, Doves, and Owls: An Agenda for Avoiding Nuclear War*. New York : W.W. Norton and Company, 1985.

L'ouvrage examine cinq contextes dans lesquels une guerre nucléaire pourrait éclater et il présente quarante recommandations précises pour réduire l'ampleur d'un tel risque.

■ Arkin, William M. et Fieldhouse, Richard W. *Nuclear Battlefields*. Cambridge (Massachusetts) : Ballinger, 1985.

Les auteurs ont fait des recherches poussées pour décrire en détail la planification nucléaire et le déploiement des forces nucléaires dans le monde. Ce livre constitue un ouvrage de référence indispensable sur l'ère nucléaire.

■ Cohen, Stephen. *Rethinking the Soviet Experience: Politics and History Since 1917*. Oxford : Oxford University Press, 1985.

M. Stephen Cohen est un soviétologue américain bien connu. Dans ce petit traité, il tente de dissiper certains de nos préjugés au sujet de l'Union soviétique et de sa population.

■ Paul, Derek (éd.) *Defending Europe: Options for Security*. Londres : Taylor and Francis, 1985.

Compte rendu de la conférence organisée par *Science for Peace*, à Toronto, et intitulée *Les besoins de l'Europe en matière de sécurité et les pourparlers MBFR*. On y trouve des analyses et des opinions qui couvrent toute la gamme des degrés, depuis "classique" jusqu'à "radical".

DOCUMENT AUDIOVISUEL

■ *La défense du Canada*, par Gwynne Dyer (Coproduction de la Société Radio-Canada et de l'Office national du film; 3 épisodes d'une heure chacun.) Analyse rédigée par John Walker.

L'émission télévisée en trois épisodes, intitulée *La défense du Canada* et préparée par Gwynne Dyer, porte principalement sur les choix qui s'offrent à notre pays en dehors de ce qu'il appelle le "jeu des alliances".

Par le biais d'entrevues avec d'anciens diplomates, politiciens et militaires, M. Dyer rappelle des détails intéressants sur la façon dont nous avons adhéré à l'OTAN en espérant un peu naïvement que l'alliance serait temporaire et qu'elle comprendrait les deux puissances nucléaires naissantes alors, à savoir les États-Unis et l'URSS. Les entrevues soulignent utilement aussi comment le Canada est devenu membre du NORAD, à l'aveuglette et sans être bien informé.

Dyer, dans ses blousons à la mode, disséquant de sa voix lasse les clichés au sujet des rôles du Canada en matière de défense, s'attirera sans doute les foudres des vieux de la vieille et des autorités militaires, mais s'il réussit à inciter le citoyen canadien moyen à réfléchir davantage aux sérieuses questions de défense qui se posent à notre pays, il aura atteint son objectif.

La Société Radio-Canada et la maison Lester & Orpen Dennys publieront plus tard cette année un livre sur la mini-série.

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT

■ Exposés

1. L'Initiative de défense stratégique : Qu'en pense le Canada – Gregory Wirick
2. Un gel nucléaire ? – David Cox
3. L'hiver nucléaire – Leonard Bertin
4. La non-prolifération des armes nucléaires – William Epstein
5. Les négociations sur la limitation des armes classiques en Europe – John Toogood
6. Les origines de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales – Gilles Grondin

■ Opinions

1. Les relations Est-Ouest : valeurs, intérêts et perceptions – Geoffrey Pearson

■ Rapports

1. Les négociations pour la paix en Amérique centrale – Liisa North

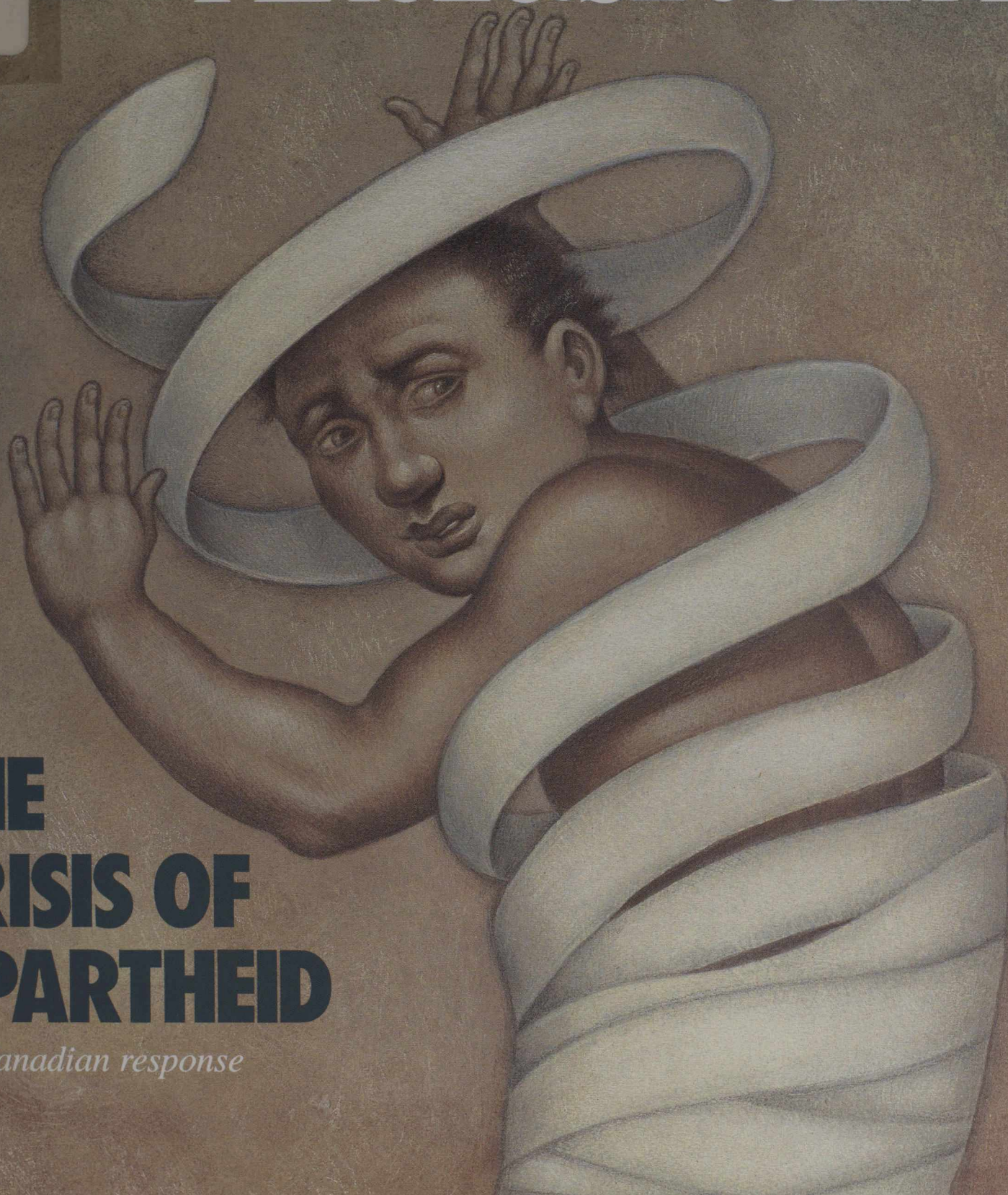
SUMMER 1986
VOLUME 1 NUMBER 2

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01029733 4

PEACE & SECURITY

CA1
EA720
P27
Summer
1986

DOCS



THE CRISIS OF APARTHEID

The Canadian response

Dan O'Meara, a native of South Africa, urges Canada to respond decisively to the deepening crisis under Botha's regime.

John Honderich, a Canadian journalist, warns that some SDI components might be based in Canada.

Geoffrey Pearson, former Ambassador to the Soviet Union, compares current assumptions about Canada's role in the world.

In this issue:

■ This is the second issue of the Institute's quarterly. Reader response has been encouraging. We hope to fill the niche between the brief synopses of events provided by the daily newspapers and the more detailed analyses found in academic journals. Each article will attempt to place current peace and security issues within a broader political or historical context.

Of prime importance in this quarterly is a Canadian perspective on world events. What is going on? How does it affect Canada? What should Canadians do?

Of course many of the topics covered are controversial and the policy recommendations are a source of vigorous debate within this country. *Peace & Security* is intended as a forum for the full range of Canadian opinion on issues affecting international peace and security. Each author will approach a subject from a particular viewpoint and we hope that readers will express their opinion too, in the form of Letters to the Editor.

The bibliography and AV resources will provide suggestions for further reading keyed to the subjects covered in the lead articles. In addition, it will feature new books, articles and films especially those written, published or produced in Canada.

Dan O'Meara's article on apartheid went to press just as the world heard about South Africa's raids on the neighbouring front-line states of Botswana, Zambia and Zimbabwe, all members of the Commonwealth. The Commonwealth Eminent Persons Group was in South Africa at the time, trying to set up talks between government officials and black nationalist leaders. Canada and the other forty-eight members of the Commonwealth condemned the raids saying that they had done "incalculable harm to hopes for peaceful change in South Africa."

Dianne DeMille
Editor

**CANADIAN
INSTITUTE FOR
INTERNATIONAL
PEACE AND
SECURITY**

307 Gilmour Street
Ottawa, Ontario
K2P 0P7
(613) 990-1593

■ *Peace and Security* is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints on these issues. Opinions expressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. Your letters are welcome.

Material from this quarterly may be reproduced, although we ask that the Institute be cited as the source.

Second Class Mail Registration
Pending. Postage paid at Toronto.

Editorial Board:

Geoffrey Pearson, Nancy
Gordon, David Cox

Editor:

Dianne DeMille

Design and Production:

The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Translation:

Denis Bastien, Sogestran Inc.

ISSN 0831-1846

**Members of the Board of
Directors:**

William Barton, *Chairman*
Margaret Fulton, *Vice-Chairman*
Norman Alcock
Christoph Bertram
George Bell
Harriet Critchley
Gwynne Dyer
William Epstein
Albert Legault
Joanna Miller
Geoffrey Pearson
John Sigler
Paul Warnke
Lois Wilson
Gerald Wright

CONTENTS

-
- 2 **CRISIS OF APARTHEID:**
The Canadian response. By Dan O'Meara
-
- 4 **SDI IN CANADA:**
Possibilities for deployment. By John Honderich
-
- 6 **THE NUCLEAR WORLD:**
How should Canada respond? By Geoffrey Pearson
-

■ **Dan O'Meara** is a researcher/journalist with CIDMAA, a research and information centre on southern Africa based in Montreal; **John Honderich** is Business Editor at the *Toronto Star*; **Geoffrey Pearson** is Executive Director at the Canadian Institute for International Peace and Security; **James Travers** is a Canadian journalist based in Cyprus; **Jane Boulden** is a Research Assistant at the Institute; **Gregory Wirick** is a freelance writer in Ottawa.

-
- 8 **LETTER FROM NICOSIA** *By James Travers*
-
- 9 **ARMS CONTROL DIGEST** *By Jane Boulden*
-
- 10 **REPORT FROM THE HILL** *By Gregory Wirick*
-
- 11 **NEWS FROM THE INSTITUTE**
-
- 12 **BIBLIOGRAPHY/AV RESOURCES**

CRISIS OF APARTHEID:

The Canadian response. By Dan O'Meara



In late 1985 Canadian External Affairs Minister, Joe Clark, announced that

“the challenge that now faces the government of Canada is to take practical steps to bring a peaceful end to apartheid” in South Africa.

■ The Mulroney government has taken stronger action against South Africa than any of its predecessors. Mr. Clark implemented limited sanctions in September last year, warning twice “that Canada is prepared to invoke total sanctions” unless there “is tangible movement away from apartheid,” and even envisaged a situation in which “Canada will be left with no resort but to end our relations absolutely.” Both warnings were repeated in the Prime Minister’s October statement to the United Nations General Assembly.

Canada played a key role in the establishment of the Commonwealth “Eminent Persons Group,” set up to encourage democratization in South Africa. Further policy developments are on hold until this Group submits its report. Since the report can only be negative, Canada will be under pressure to put its money where its mouth is.

Tougher action can indeed be expected. If Canadian policy is to have a real impact, however, it needs to be based on a *strategy* with three clear components:

- an understanding of the political dynamics inside South Africa;
- a sense of what kinds of intervention will most weaken the apartheid regime while strengthening its victims both inside

South Africa and in the subcontinent; and,
■ an awareness of how a Canadian policy package might fit into a wider international strategy against apartheid.

Political Dynamics

Any programme of reform by the South African government would have to appease five very different political audiences: the black population, the ultra-right, the security forces, organized business, and the international community. None of these is monolithic; each contains widely divergent political viewpoints, but each is a major actor in the current crisis.

Most importantly, the government would need to win sufficient active support from within the black population to end the urban revolt. Such is the anger – and scent of looming power – in the black community, however, that even conservative black leaders could safely settle for nothing less than ‘one person/one vote,’ requiring the total and rapid dismantling of apartheid.

At the opposite side of the political spectrum are the ultra-right groups, estimated to enjoy the support of one-third of the white population. These groups have been arming themselves to resist what they term “the betrayal of the white man.” The strongest among them have

formed local vigilante/militia groups to patrol white areas.

Any reforms would also have to convince the security forces that their power would remain intact. This is a complex issue. There are deep political divisions in the army, an issue raised publicly by the generals as long ago as 1981. The commanders of the police and army are already the most important force in the key decision-making institutions, and their power under the current regime is widening. There is, on the other hand, strong support for the ultra-right in the middle and lower ranks of the police force and in the professional core of the South African military. The various sectors within the security forces can be expected to cling to a very hard line.

South African business and foreign investors, concerned about the profound radicalization of black politics, are desperate for a solution – any solution – which will restore stability. Long the major beneficiary of cheap labour, and ensconced in a cosy alliance with P.W. Botha between 1979 and 1984, business leaders are growing more and more insistent on the need for change. However, organized business remains strongly opposed to the idea of ‘one person/one vote’ in a unitary state. The federalist proposals they favour are seen, in the eyes of black political groups, as an attempt to secure white domination through constitutional tinkering. Moreover, business has made much noise and done much lobbying, but has used precious little of its real economic power against the government.

The final and most diffuse of these audiences is the international community. It ranges from NGOs, churches and trade unions, to western governments. The peculiar structure of the South African economy renders it very sensitive to international pressure. The country does not have the capacity to produce the technology, the capital equipment, and the intermediate goods without which there is no industry in South Africa. These are all imported and are paid for – as in any third world country – by mineral and agricultural exports, as well as by foreign investment in, and loans to, South Africa. Escalating economic sanctions severely limit the regime’s capacity to finance the vast edifice of apartheid. In March 1986, the former Chairman of the giant Anglo-American Corporation declared that disinvestment measures, initiated by non-government sources, were already hurting the South African economy. Looming international sanctions present a profound threat to the regime.

President Botha’s government is unable to appease all five of these audiences, particularly and most importantly the first two. Indeed it is doubtful if any white government could begin to dismantle apartheid without provoking armed revolt from the ultra-right and, possibly, a sergeants’ *coup d’etat* from within the security forces. Because it has exhausted its political options, the regime is beginning to unravel to a degree not appreciated in Western countries.

South Africa today is living through one of those rare mo-

ments in history when the old order finally begins to collapse, but a new order is not yet able to impose itself. The regime has lost – morally, ideologically, politically, but not yet militarily; and the organized black opposition has largely won – morally, ideologically, politically, but not yet militarily.

As President Botha and his generals have regularly warned, they have not yet begun to use all the force at their command. Events of the past year have demonstrated that, as they lose their grip on political power, they will unleash simple violence, not only on their own population, but on the peoples and governments of neighbouring countries.

Thus, the essential terrain on which power will now be contested is *military*. The main black opposition group, the African National Congress of South Africa (ANC) has begun to escalate its armed attacks – the number tripled during 1985 – and has warned that it will take the armed struggle into white areas. While the ANC has in the past rejected the use of terrorism, it has declared that it can no longer guarantee that there will be no civilian casualties.

Apartheid has clearly entered its terminal crisis and the final convulsive death throes can be expected to be prolonged and extraordinarily violent. Two pressing questions loom for anyone concerned with the future of the country:

- How long will the collapse of apartheid take?
- How much damage will be done to the people and economies of Southern Africa in the process?

A key variable is international pressure. It will not, by itself, bring down apartheid, but a coherent programme of international action founded on a strategic perspective can hasten the final collapse of the regime and significantly reduce the damage done in the process.

Canada's Role

Canada is uniquely placed in the international community to play a significant role, far out of proportion to its level of involvement in the economies of Southern Africa, and to its ranking among the nations of the world. Because the US "constructive engagement" policies have failed dismally, there is a vacuum of leadership in the West. Canada could take on a leadership role.

The main opponents to new international action against apartheid remain the US, Britain, and West Germany – with the position of the new French government still unclear.

Canada, as a member of both the Commonwealth and the Francophone community, can play a crucial brokerage role to develop concerted international action against apartheid. The Canadian government will very soon have to choose between siding with Britain on this issue or working with the Third World members of the Commonwealth (who already have the support of the two other former "white dominions," Australia and New Zealand). Direct pressure on Mrs. Thatcher by Canada will probably not work but, through the Commonwealth, a North/South consensus for action can be built which will make it far more embarrassing for the Thatcher government to maintain its intransigent position.



Anita Kunz

Canada could also create a parallel consensus in Europe by working with the Nordic countries and the European Economic Community (EEC) – beginning with the smaller countries, and then moving up to France and West Germany. At February's Francophone summit Canada was prominent in the tough position adopted against apartheid.

What Kinds of Action?

It is crucial to recognize that even if the US, Britain and West Germany do not support further international action, a great many highly effective steps can be taken by Canada. Sanctions are not an 'all-or-nothing' package, nor are they the only available options. Any new policies should be based on a hierarchy of options, moving from the easiest to the most difficult.

The easiest and least costly measures are political. The first step would be to downgrade diplomatic links with South Africa, acknowledging that the legitimacy of the regime has been destroyed. In addition, recognition of the ANC, or regular high-level public contacts with the ANC leadership, would be an important acknowledgement of the political reality inside South Africa. To reinforce these contacts, CIDA could resume the provision of matching funds for ANC welfare projects in

Southern Africa, ended by the Clark government in 1979.

Such steps would begin to move policy away from symbolic gestures and towards effective action at the political level. At the economic level, the actions suggested at the Nassau Commonwealth Conference in October 1985 would be effective first steps. They should be combined with increased assistance to South Africa's neighbours, already reeling under the effects of the regimes' economic destabilization. CIDA has already begun a feasibility study in this area.

The peculiar vulnerability of the South African economy, in combination with the escalating costs of sustaining apartheid, mean that both disinvestment and economic sanctions can be effective. Pressure for disinvestment has so far come almost exclusively from non-governmental groups, and South African businesses have acknowledged the impact of these measures. Economic sanctions, on the other hand, are the realm of governments. There is a pressing need to combine private disinvestment and official economic sanctions into an effective package. It might be useful for the Canadian government to convene an international forum for the detailed discussion of peaceful action against apartheid. The last detailed study of sanctions was completed in 1980 and is now badly dated.

The Canadian policy package must combine punitive actions against apartheid with measures to protect its victims from inevitable retaliation. The desperate situation inside South Africa makes effective, coordinated action literally a matter of life and death to thousands of people in South and Southern Africa. Canada is in a position to play a leading role. The Mulroney government has got the rhetoric right and has begun to take real action. It is time to take action much further. □

SDI IN CANADA?

Possibilities for deployment. By John Honderich

■ Could Canada find itself bound up in Star Wars? The very thought has sent shivers down the spines of many Canadians.

■ The recent renewal of the NORAD agreement, without the Anti-Ballistic Missile (ABM) disclaimer, has led many strategic experts to suggest that Canada may become an unwitting partner in the Strategic Defense Initiative.

Canada, located in the middle of the nuclear no-man's land, would be a prime choice for deployment of part of the defence system. In the words of John Pike, Associate Director of Space Policy for the Federation of American Scientists: "there is no magic in this conclusion, only the facts of geography."

In a paper submitted to the October 1985 conference on SDI, sponsored by the Canadian Institute for International Peace and Security, Pike argued that "there are several ABM components that might be deployed in Canada, should Canada elect to participate in the deployment program. There are also some ABM components whose technical characteristics are such that their basing in Canada could enhance their contribution to the defense of the United States."

The technological chasms that must be bridged before SDI could become a reality appear almost insurmountable. Already various theories and defence concepts have been discarded as the research has evolved. Furthermore, Canada has so far insisted that it has no commitment to participate in any deployment of SDI. Defence Minister Erik Nielsen has scoffed re-

peatedly at any suggestion this policy may change. Nonetheless, it is a worthwhile exercise to understand what elements of current SDI planning might be deployed here and why.

Simply put, current thinking envisages a multi-layered defence umbrella which would guarantee the surveillance, tracking and eventual destruction of Soviet missiles or their warheads in all phases of their flight. (See diagram.)

Layered Defence

Planners have broken down the flight path of strategic missiles and their warheads into four phases: 1) the *boost phase*, lasting several minutes, as the missiles are first launched by booster rockets; 2) the *post-boost phase*, lasting several more minutes after the boosters have fallen away, during which the 'bus', carrying multiple warheads, travels outside the atmosphere; 3) the *mid-course phase*, which can take up to 25 minutes, as the warheads, housed in "re-entry vehicles," are released from the bus and soar through outer space towards their targets; and 4) the *terminal phase*, lasting one to two minutes, as the warheads re-enter the atmosphere and home in on their targets.

A fully

integrated SDI system would be comprised of both sensors and interceptors. The sensors – based on land, aboard aircraft, and in space – would track Soviet missiles and their multiple warheads. These sensors would have to work faultlessly, sifting through hundreds of thousands of decoys and bits of metallic chaff to pick out the "real" targets.

Once these targets were identified, it would be up to yet-to-be developed lasers, particle-beam weapons, and interceptor missiles to destroy Soviet missiles in the boost phase, or their warheads in the mid-course and terminal phases. Some of these sensors and interceptor weapons would be space-based, but some would have to be stationed on land. That is where Canada would fit in.

Lying directly beneath the flight path of incoming Soviet warheads, Canada's far North might provide one of the best spots to deploy some of the land-based systems for tracking and interception. What follows is a rundown of some components that could be installed in Canada.

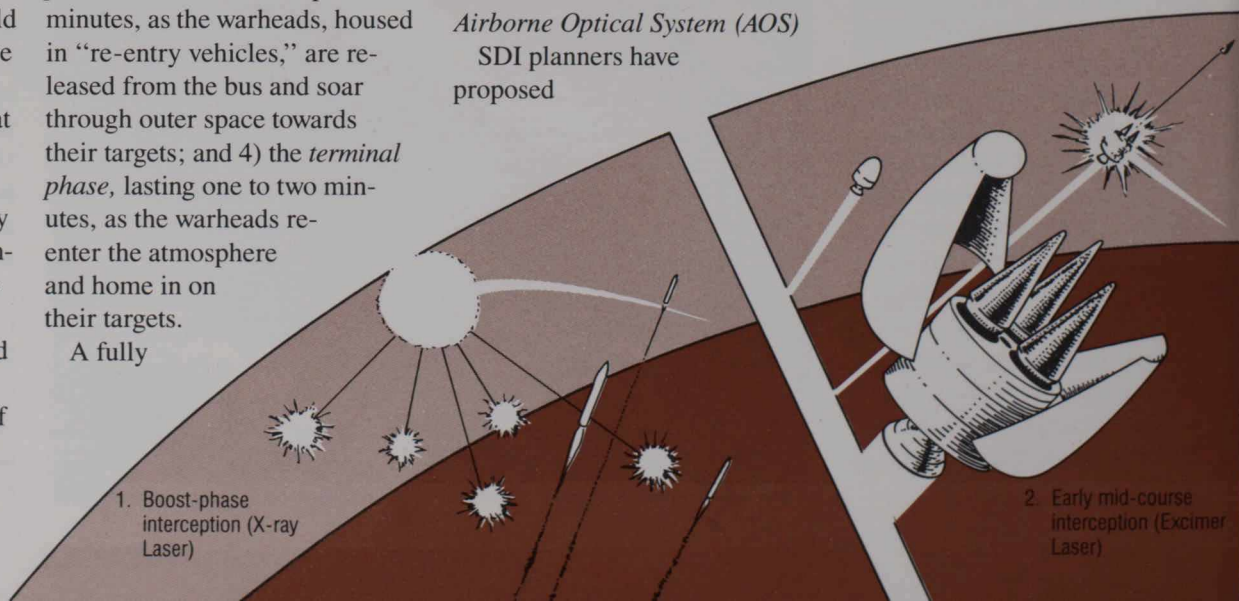
Tracking Systems

Airborne Optical System (AOS)

SDI planners have proposed

modifying Boeing 767 jetliners to carry high-resolution infrared telescopes. These would track Soviet warheads in late mid-course and terminal phases, detecting the heat of the re-entry vehicles against the coldness of space.

Under current plans, anywhere from twenty to forty of the 767s would operate out of twelve patrol bases. There is even talk of development of remote-controlled, pilotless 767s which would fly several days at a time. The jets would fly at altitudes of between fifteen and twenty-five kilometres and cover an area with a radius of approximately 750 kilometres. This system has been under study for several years and the first test flight is set for 1988. To give maximum warning, it is thought these jets should be stationed as far north as possible and Canada's North is a prime location. However, even if they are stationed just south of the US/Canadian border these 767s would undoubtedly need to fly over Canadian territory to carry out their missions effectively.



1. Boost-phase interception (X-ray Laser)

2. Early mid-course interception (Excimer Laser)

Terminal Imaging Radar (TIR)

In order to confuse defence sensors, the Soviet Union would probably deploy an armada of decoys. The balloons, metallic chaff, and other light decoys which accompany the warheads through space in the mid-course phase would burn up upon re-entry into the atmosphere. However, additional weighted decoys could be deployed which mimic the characteristics of the warheads in the terminal phase. Scientists have developed a ground-based radar system which will take data from the 767s' airborne sensors, and refine the information even more. TIR would be able to distinguish terminal phase decoys from the falling warheads.

Mid-course Interception

ERIS (Exo-atmospheric Re-entry vehicle Interception System)

As part of the multi-layered defence umbrella, scientists have resurrected the idea of the ABM interceptor missile. Propelled by a two-stage rocket – each stage would burn just 15 seconds – ERIS is capable of phenomenal acceleration. The small “kill vehicle” weighing only 10 kilos, would be guided by an infrared sensing system as well as a homing laser. It must, in the current military jargon, “hit-to-kill” its target. As the term “exo-atmospheric” suggests, ERIS will engage its targets while they are outside the

atmosphere, in the late mid-course phase. If the missile were based in Northern Canada, ERIS might be able to hit targets much earlier in the mid-course phase, thereby extending the range and effectiveness of these interceptors.

Braduskill (Exo-atmospheric Non-Nuclear Kill Technology.)

Braduskill is another system designed to hit warheads in the mid-course phase. However, unlike the ERIS, Braduskill will not hit targets head-on. Instead it would fly alongside the warheads, providing extra time to discriminate decoys from real targets. Once identified, the warheads would be destroyed by numerous small, self-propelled “kill vehicles,” guided by infrared sensors or other homing devices.

“If I was the manager of this contract, I would be extremely disappointed if the contractors didn't look at Canada as the most likely base for these weapons,” Pike says. “The missiles would have to be based as close to the Soviet Union as possible and that limits your base sites considerably. A land-based weapon placed somewhere on Baffin Island or Ellesmere Island would be just ideal.”

ABM Laser Systems

More exotic than ERIS or Braduskill are the proposals for Anti-Ballistic Missile (ABM) laser weapons. Of the several types of laser weapons proposed, two could benefit from basing in Alaska or northern Canada.

The first is the Excalibur x-ray laser. This weapon was designed to use a pulse of x-rays to destroy missiles in the boost phase. These x-rays are generated by the detonation of a small nuclear device which destroys the Excalibur system a split second later.

Upon warning of an attack, Excalibur would be launched into space by a high velocity interceptor missile; this is referred to as the “pop-up” mode. To attack Soviet missiles before they leave the atmosphere, the Excalibur system would have to be situated very far north. Under current thinking, Excalibur could be launched from a submerged submarine but communications would obviously be simplified if this system were based in northern Canada.

The second type of laser weapon that could benefit from northern basing are the ground-based lasers. These would be very powerful (about 10 megawatts) excimer or free-electron lasers. The energy from these systems would be beamed to a ten-metre wide mirror in a high, geostationary orbit which would then relay the laser beams to smaller “mission mirrors” in lower orbits. These mission mirrors would, in turn, aim the laser beam at individual targets.

Basing the ground-based laser as far north as possible would reduce the number and size of space-based relay and mission mirrors.

Terminal Interception

HEDI (High-altitude Endo-atmospheric Defence Interceptor)

As a last line of defence for US (and Canadian) cities, current SDI thinking envisages a ground-based missile called HEDI. It would intercept in-

coming targets anywhere from fifteen to fifty kilometres above the ground. HEDI would receive its targeting information from the two tracking systems AOS and TIR described above and would probably be guided by infrared sensors. Once it got close to its target, the “kill vehicle” would explode showering the incoming warhead with shrapnel.

The USSR might deploy manoeuvrable re-entry vehicles in order to evade interception. In that case, another plan calls for HEDI to use an enhanced radiation warhead to ensure destruction of the incoming warhead.

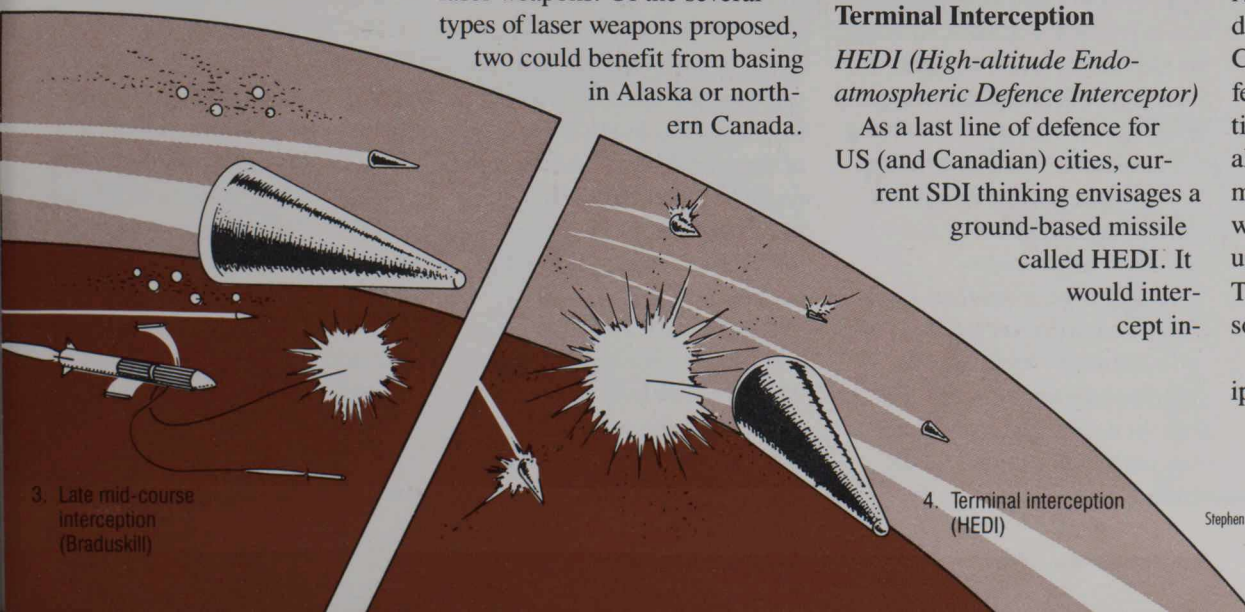
Since many of the target cities would be very close to the Canada/US border, one can easily see how Canada might well station these interceptors for greater effectiveness.

Political Choices

The recent integration of NORAD into the Space Command in Colorado has alarmed many Canadians. When External Affairs Minister Joe Clark was recently asked about the possible links between NORAD and SDI, he admitted there might be some “inadvertent consequences” for Canada. But he hastened to add “we can get out of them.”

Certainly any Canadian participation in SDI would inherently involve an alliance among unequals. Canada couldn't and wouldn't expect to play any major role in decision-making. A review of the SDI elements described above reveals that Canada would be home to only a few cogs of a much larger continental war machine. Given the almost instantaneous decision-making required, SDI weaponry would of necessity be under unilateral American control. The implications for Canadian sovereignty are obvious.

Most importantly, by participating in SDI, Canada would become part of a major escalation in the arms race. □



3. Late mid-course interception (Braduskill)

4. Terminal interception (HEDI)

Stephen Priestley

THE NUCLEAR WORLD:

How should Canada respond? By Geoffrey Pearson

■ **There are two different sets of assumptions about Canada's strategic situation. The first might be labelled "conventional," the second "naive," although neither is meant in a derogatory sense.**

■ The conventional assumptions go something like this:

The most direct threat to Canada's security stems from the USSR and the international tensions created by Soviet foreign policy.

Deterrence, embodied in the strategic forces of the US and in the allied forces of Western Europe, is the best means of warding off this threat.

It is in Canada's interest to co-operate with the US in the defence of North America and with her allies in the defence of Western Europe, although in both cases Canada's military contributions to defence and deterrence are open to change.

Deterrence demands maintenance of a rough balance of forces between East and West and a willingness on the part of NATO, if it cannot match the conventional strength of Warsaw Pact Forces, to use nuclear weapons first.

Canada's interests include: the control of her territory and protection of her sovereignty; active involvement in seeking better East/West relations, especially through arms control and disarmament; and a readiness to assist her allies or the United Nations to help keep the peace in the Third World.

The second or "naive" set of assumptions takes shape along the following lines:

The main threat to Canada's

security is the danger of nuclear war between the superpowers.

This danger is intensified by policies, both Soviet and American, which emphasize the threat to use nuclear weapons to deter attacks from the other side anywhere in the world.

The effort to control and reduce nuclear weapons is a top priority. This may be accomplished by a ban on testing, production and/or deployment of nuclear weapons, by deep cuts in nuclear arsenals, or by general and complete disarmament.

Canada should work to change NATO's first-use policy, refuse to test nuclear-capable delivery systems, leave NORAD if its functions go beyond early warning and control of air space, and (some would add) declare itself a nuclear-free zone.

In the international arena, Canada should give greater priority to mediation and negotiation both in East/West relations and in regional conflicts; increase the aid budget at the expense, if necessary, of the defence budget; and, in general, seek allies among "like-minded" nations wherever they are located – the sponsors of the Five-Continent Peace Initiative, for example.

By and large, Canadian governments have accepted the "conventional" assumptions described above, although not without occasional misgivings over particular policies of our allies, especially the US. We

have been skeptical about the contention that there is a Soviet hand in most of the world's trouble spots. Canada has been much more willing than the US to accept such countries as Cuba and Nicaragua (or, in 1968, China) as legitimate partners rather than enemies. But in dealings with the Soviet Union, Canadian governments, and most Canadians, have accepted the vision of the USSR as the "adversary," if not the "enemy," and have supported the strategic posture which is the logical consequence of that view.

So far at least, the "naive" assumptions described above have failed to dislodge the basic conviction that, unchecked, the USSR would necessarily expand its power and influence in the world. A commonly heard claim is that the peace in Europe has been preserved for almost forty years because the armed forces of the Western Allies have deterred "Soviet expansionism."

It is impossible to test this claim, but it need not be accepted as revealed truth. My own view is that the conventional assumptions about Soviet objectives in Europe are now outdated, if indeed they were correct in 1949. In any event, the effort to preserve the balance of power in Europe has led to the taking of steps on both sides which threaten rather than enhance peace and security, e.g. the build-up of intermediate-range nuclear forces (INF).

What is to be done to control and reduce the scale of nuclear confrontation both in Europe and around the world? The naive assumptions here run into the

obstacle of political realism espoused by the great majority of those in government, the media and the "establishment." This is the view that, if the US rejects most of these assumptions, Canada cannot promote them without damaging the bilateral relationship. This is all the more true if the major NATO allies also reject these assumptions, which at present they do. I say "at present," for it would not be surprising if the new Soviet proposals for arms control and disarmament have some effect on European opinion in the months ahead. For example, a Soviet move towards more realistic measures for verification, including on-site inspection to monitor weapons reductions and troop withdrawals, could create a favourable response in Western Europe.

Perhaps the key word in this debate is "stability." Is nuclear deterrence stable? If it has kept us from nuclear war for forty years, will it continue to do so? The conventional answer is "yes," but Canadians should not accept this answer without reservations. Disarmament is no guarantee of stability, but neither is the "balance of power." New weapons, new doctrines, new fears can upset the fragile confidence on which stability rests. That is the problem with the US Strategic Defense Initiative (SDI): whether or not the technology is viable, SDI may block efforts in Geneva to reach negotiated agreements on nuclear weapons. Without such agreements, tensions are bound to rise, and the security of Canada

will be affected, whether or not we participate in SDI.

We would be foolish to expect stability to prevail in some areas of the Third World, in Eastern Europe and in parts of the West. Conflict and crisis are endemic in these areas. What we need are better methods to manage such crises, including a revival of the functions of the Security Council of the UN, the permanent members of which are the nuclear weapons states. Countries which can afford to provide military assistance to the UN Security Council must be ready to do so. Canada is one of these countries.

My own assumptions about Canada's strategic situation would be something of a mix of the two lists I have given.

While I have said that our traditional concept of "enemy" is out of date, it must be noted that Marxist/Leninist ideology describes a similar enemy – "imperialism." But there is evidence that in the Soviet Union today the principle purpose of policy is to reach some kind of *modus vivendi* with the West, based on arms control and exchange agreements. Public opinion in both East and West seems to be moving towards a common vision of the "enemy" as nuclear war itself.

How do we prevent that war? I doubt that the conventional view of deterrence is an adequate basis for long-term security, but for the time being there may be no practical alternative. We shall have to hope that measures to reduce troop levels and conventional weapons in Europe, to-

gether with agreements to scale down nuclear arsenals at all levels, will produce an international environment in which co-operation will eventually be substituted for deterrence. Conditions in the Third World, where Soviet planners assume there will be a continuing evolution of social forces in favour of "socialism," will make it difficult to put co-operation into practice. Perhaps there will be little choice. Global problems in the year 2000, with six billion people severely taxing the carrying capacity of the planet, may compel co-operation.

Canada is not in a position to defend itself alone; the defence of North America is indeed a single problem. The US will take account of our views in proportion to our willingness to contribute

to defence, but we should link our defence co-operation with the US to Canadian perspectives on strategic arms reductions.

To "refuse the cruise" contributes little to East/West relations. But we would not be testing the air-launched cruise missile (ALCM) if such weapons systems had been banned. The cruise missile issue was formerly on the table at Geneva, and could be put there again.

The Atlantic Alliance offers, in addition to the means for defence co-operation, a vehicle for the expression of Canadian priorities, an insight that the Canadians who negotiated the North Atlantic Treaty had very much in mind. Let's make the best use of it. □



Jerzy Kolocz

LETTER FROM NICOSIA *By James Travers*



Along the green line that has separated both Cyprus and Cypriots for more than a decade, paint is peeling on the

United Nations' bright blue barriers and rust gnaws at the hoops of barbed wire.

■ On an unseasonably warm spring day, bouzouki music eddies quietly around a Greek Cypriot position while Turkish troopers swat flies and swap tales on the other side of no-man's land. A light breeze stirs the flags of the two armies and the six-nation UN peace-keeping force. Opponents lazily eye each other across a strip of land that measures four metres at its narrowest point.

In Sector Four, a seven-kilometre urban wasteland patrolled by Canadians since late 1974, guns and the wearying routine ensure the status quo.

"This is not a game," says Canadian Commander and UN Deputy Chief of Staff Dean Wellsman. "It's real. The bullets are real and the potential for trouble is always there."

But rarely does the grit that still rubs raw in the Cyprus wound lead to anything more serious than the hurling of rocks and insults across the buffer zone that gave the world the term 'green line.' A little more than two years ago a Greek soldier infuriated a Turk and was shot dead. The Canadians managed to defuse that crisis and today there is little sense that anyone wants to disturb the island's awkward but acceptable equilibrium.

So successful has the peace-keeping force been that 500,000 Greek and 150,000 Turkish

Cypriots have settled comfortably into their enclaves. Critics now question whether the 2,400-man force has not become just another institutionalized part of a problem that, since 1964, has brought 26,000 Canadians and every regular duty regiment here at least once.



The argument has its points. The force's presence has given Greek and Turkish Cypriots the luxury of intransigence while costing the United Nations and the contributing countries to date more than \$1.8 billion, a total that now rises by \$125 million annually.

Lack of progress and the cost to an institution facing a financial crisis have plagued UN Secretary-General Javier Perez de Cuellar. He has seen his hopes of shaping peace-keeping into peace-making frustrated by leaders who are neither bold enough nor brave enough to push conservative constituencies into the compromises that are needed to reunite Cyprus.

De Cuellar's position is unenviable. He cannot bully either President Spyros Kyprianou or Rauf Denktas, leader of the breakaway Turkish Republic of Northern Cyprus, and he can't risk pulling the force out.

"If the peace-keeping force wasn't here it would break out into open warfare, like Beirut," UN spokesman Major Rod MacArthur said recently.

Another less conventional argument in favour of peace-keepers was inadvertently put forward by President Ronald Reagan when he ordered US forces into action against Libya.

But rarely does the grit... lead to anything more serious than the hurling of rocks and insults across the buffer zone that gave the world the term 'green line.'

The naval clashes in the Gulf of Sidra followed by the air-strikes against Tripoli and Benghazi sent waves of apprehension rolling across this island. Cyprus, with its open borders and mix of East and West, suddenly seemed more vulnerable to violence from without than that from within.

In what was said to be an attempt to prevent potential retaliation against Britons, Canadian troops were deployed around the British High Commission, located in the buffer zone. Here in the capital, US and other Western diplomats lay low and events that would have brought expatriates together were cancelled.

So far the threats of retaliation have proven empty. They did, however, demonstrate how much Cypriot concerns have changed since 1974, the year Turkish troops took control of the northern third of the island in the wake of a short-lived coup which had been backed by Greece. No Greek Cypriot ever forgets the events of 1974 and no Turkish Cypriot forgives what happened before that, but the fear that their island might again become a battlefield for warring foreign factions has pushed the internal conflict from the forefront of Cypriot concerns.

That is another luxury the United Nations has made affordable. The UN's highly visible and open-ended presence here has made the island's no-war, no-peace situation not only tolerable but almost normal.

Middle Eastern events are not such a comfortable fit. Living in the turbulent eastern Mediterranean, Cypriots must constantly take the measure of the tides of violence that rise and fall around them. And the high-water marks of those fluctuations somehow seem much more threatening than an incident on the green line or a new political gambit by one side or the other.

In the struggle between Arab and Jew, moderate and radical, there is no green line of fading barrels, barbed wire or flags and the sounds that it makes are not as pleasing to the ear as bouzouki music.

James Travers is Southam News' Middle East correspondent based in Nicosia, Cyprus.

*Canadian Institute for
International Peace and Security*
307 Gilmour Street
Ottawa, Ontario
K2P 0P7

ues to be a fundamental and abiding objective. Our aim is to stop all nuclear testing.” In Geneva the United States and Soviet Union have not begun negotiations on a CTB, although the extension and eventual termination of the Soviet unilateral testing moratorium and General-Secretary Gorbachev’s March 30 offer of a quick CTB Summit in Europe has meant that the issue has remained an important part of superpower relations and public debate.

On 26 February 1985 the US House of Representatives voted 268-148 in favour of a resolution that urged President Reagan to submit the Threshold Test Ban (TTB) Treaty and the Peaceful Nuclear Explosions (PNE) Treaty to the Senate for ratification. The resolution also called upon the President to begin negotiations with the Soviet Union on a verifiable Comprehensive Test Ban (CTB) Treaty.

Responding to the resolution, Reagan wrote to Senate Republican leader Robert Dole, suggesting that the two treaties needed improved verification methods before they could be submitted for ratification. “The actions called for do not serve the interests of the United States . . . They would undercut the initiatives I

until the next US-USSR Summit. In response Gorbachev stated his willingness to achieve effective verification methods, including on-site inspection, and extended the Soviet unilateral testing moratorium beyond its March 31 deadline. “We cannot extend [the moratorium] unilaterally forever. Having refrained from all nuclear explosions, both test and peaceful, for over seven months now, we have already paid a price both militarily and economically . . . The Soviet Union shall not conduct nuclear explosions after March 31 either until the United States carries out its first nuclear explosion.”

As the Soviet moratorium was brought to an end with a US nuclear test on 3 April 1986, the CIA revealed that it was revising its methods of evaluating Soviet nuclear tests. In the Fall of 1985, a Defense Advanced Research Projects Agency (DARPA) panel concluded that previous Government methods of estimating the yield of Soviet tests had been based on faulty assumptions.

Geneva Negotiations (Nuclear and Space Arms Negotiations)

■ In a letter to Gorbachev on 25 February 1986 Reagan outlined the American response to the INF elements of the January Gorbachev proposal. After consulting with the European allies, Reagan suggested three options for a three-year plan to eliminate intermediate-range nuclear forces (INF) in Europe. In the first option both sides would reduce their INF launchers to 140, with a proportionate reduction in Asian-based SS-20s in the first year. In the second year both would reduce their remaining launchers by half and in the third year they would reduce to zero. The second option would eliminate all INF in Europe immediately, with Asian SS-20s limited to Central Asia (out of range of Japan). The US would be permitted to maintain an equal number of INF launchers in the US until all were eliminated by the third year. The final option calls for reductions

over three years of all INF on a global basis. The proposal rejected the Soviet condition that the French and British not build up their intermediate-range nuclear forces.

MBFR (Mutual Balanced Force Reduction Talks, Vienna)

■ On 20 February the Eastern delegation tabled a new draft treaty, taking into account some of the provisions of the Western proposal of December 1985. The draft treaty suggested reductions of 11,500 Soviet troops and 6,500 American troops (the Western offer proposed reductions of 11,500 and 5,000 respectively), to be followed by a ‘no-increase’ commitment for three years. Three or four permanent verification posts would be set up on each side and on-site inspection on “justified request” would be permitted. The Western response stated that the draft treaty “failed to move towards the Western position on any substantive issue . . . [it] did not resolve the question of size of initial US and Soviet reduction figures, but rather attempts to perpetuate it in another form.” (20 March 1986)

SALT II (Strategic Arms Limitation Talks)

■ The SALT II Treaty, which places limits on the strategic nuclear arms of the United States and the Soviet Union, was signed in 1979. Although the Treaty has never been ratified in the US, both sides have continued to comply with its terms. On 27 May President Reagan announced that “in the future, the United States must base decisions regarding its strategic force structure on the nature and magnitude of the threat posed by Soviet strategic forces, and not on . . . the SALT structure.”

Early Warning

30 June – July 3	UN World Disarmament Conference, New York
mid-July	End of 39th Round of MBFR
19 August – 19 September	12th Session CDE, Stockholm
4 November	CSCE Review Conference, Vienna

REPORT FROM THE HILL *By Gregory Wirick*



Attack on Libya

■ On 15 April 1986, the House of Commons held an emergency debate over the US attack on Libya. The opposition was generally critical of the government's support for the US attack, although Liberal Leader John Turner upheld the "US objective in its strike against the core of terrorism." This appeared to put him at odds with every other Liberal who spoke in the debate, namely Brian Tobin, Warren Allmand, Charles Caccia and David Berger.

Several Conservative members also spoke. The Minister of State for External Relations, Monique Vézina, was at pains to reassure Arab nations of Canada's friendship. "The isolated acts of a single government will not be allowed to cloud our perception of the grandeur of their civilization, nor to diminish our desire for substantial and cordial relations." A couple of other Conservative MPs – Doug Lewis, the Parliamentary Secretary to the President of the Privy Council, and Tom Hockin, the Co-chairman of the Special Joint Committee on Canada's International Relations – cited the statements made by the Secretary of State for External Affairs Joe Clark during his visit to the Middle East. Clark had emphasized the right of the Palestinian people to a homeland within the territory of the West Bank and the Gaza Strip.

All five of the New Democratic Party members who spoke, including NDP Leader Ed Broadbent, who had proposed the debate, condemned the US raid.

Saad Mujber, Libya's Chief of Protocol whose three-week visit to Canada coincided with the parliamentary debate, said that he was leaving with "A very positive impression." Mr. Mujber was reported as saying that the "noncommittal" official reaction and contradictory statements in Ottawa had led him to believe that Canada had no alternative but to back the attack.

Journalists and other pundits speculated that the issue of free trade talks between the US and Canada was uppermost in the minds of government leaders at the time. These political considerations, they suggested, made officials reluctant to criticize the US raid openly.

New Parliamentary Committees

■ The parliamentary reform package which came into effect in March saw the creation of a newly-organized Standing Committee on External Affairs and International Trade (SCEAIT) consisting of eleven members (seven from the government, two from the Liberals and two from the New Democratic Party). The chairman of SCEAIT is Dr. William Winegard, PC, who chaired the previous Standing Committee on External Affairs and National Defence (SCEAND) from 1984 to 1986.

His experiences with international development organizations have convinced him to take, as the first major reference for SCEAIT, a review of the

entire Canadian official development assistance programme. The review began at the beginning of April 1986 and will be completed by June 1987. The other members of SCEAIT are: Lloyd Axworthy, Liberal Trade Critic; Pauline Jewett, NDP External Affairs Critic; Donald Johnston, Liberal External Affairs Critic; Steven Langdon, NDP Trade Critic; Robert Corbett, PC; Benno Friesen, PC; Nic Leblanc, PC; William Lesick, PC; Donald Ravis, PC; and John Reimer, PC.

The chairman of the new National Defence Committee is Patrick Crofton, PC. He was an officer in the Royal Canadian Navy from 1953 to 1971, retiring with the rank of Lieutenant-Commander.

The other members of the committee are: Derek Blackburn, NDP Defence Critic; Leonard Hopkins, Liberal Defence Critic; Stan Darling, PC; Robert Hicks, PC; Fernand Jourdenais, PC; and Allan McKinnon, PC, Minister of National Defence from 1979 to 1980.

The Senate Committee on Foreign Affairs, under its chairman, George van Roggen of British Columbia, is pursuing an extensive study of the problems of international debt. Since the Senate is not obliged to set a deadline for its references, it is unclear when this study will be completed. The future of the Senate Special Committee on National Defence is also not clear, although it is known that its chairman would like to continue to investigate specific aspects of Canadian defence requirements.

Most Members of Parliament could not be happier with the new changes in their status. As columnist Jeffrey Simpson wrote in the *Globe and Mail* (16 April 1986), "The new Commons rules give committees an expanded role. The chairman of these committees, previously considered rather insignificant characters around Ottawa, are suddenly somebodies." The new reality, Simpson continued, is that "giving MPs more independence means stronger committees, making Parliament a better expression of public opinion and running the risk of producing more headaches for the Government." By the next reporting, we may have a better idea of how significant the headaches are likely to be.

Joint Committee

■ The Special Joint Committee of the Senate and the House of Commons on Canada's International Relations – which is reviewing the government's Green Paper, *Competitiveness and Security* – completed its hearings on 25 April 1986. By then the committee had visited centres in every province and both of the territories in an attempt to gain a comprehensive sampling of public opinion. In each centre, panels were organized on topics of specific interest to the region and a wide range of individuals and groups made presentations.

NEWS FROM THE INSTITUTE

■ In March, **John Toogood** joined the staff of the Institute as Secretary-Treasurer. A former naval captain, Mr. Toogood retired from the Canadian Armed Forces in mid-1985, where he had served as Director of Arms Control Policy in National Defence Headquarters and a member of Canadian delegations to a number of arms control negotiations including both the Mutual and Balanced Force Reductions (MBFR) talks in Vienna and the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE). His Background Paper on these negotiations is available from the Institute.

■ **John Burton** of the Centre for International Development at the University of Maryland was the opening speaker at a workshop on conflict resolution organized by the Institute in early May. Other participants included **Brian Mandell** from the Department of National Defence, **Ronald Fisher** from the University of Saskatchewan, **James Laue** from the University of Missouri, **Janice Stein** from University of Toronto, **David deWitt**, from York University, **Harald von Riekhoff** and **John Sigler** from Carleton University, **Hanna Newcombe** from the Peace Research Institute in Dundas, **David Cox** and other members of the Institute staff. The workshop gathered together researchers to give advice to the Institute on the development of its research programme in the area of conflict resolution.

■ **Bruce Blair** of the Brookings Institution in Washington, DC, visited the Institute on 26 May to speak at a press briefing and at a seminar for interested individuals. Mr. Blair later went on to Vancouver to attend the week-long conference on Accidental

Nuclear War funded by the Institute and organized by Professor **Michael Wallace** of UBC.

■ In late April, **Geoffrey Pearson** attended a UN conference in Sicily entitled, 'Strategic Stability and Mutual Security in

the Year 2000.' From Sicily he went on to Shannon, Ireland to attend a conference on peace-building sponsored by the Irish Peace Institute. Later in May, Mr. Pearson spoke to the Americas Society in New York on East/West relations. In June he visited the

USSR as the guest of the Institute of the USA and Canada and the Academy of Sciences of the USSR. From the Soviet Union Mr. Pearson went to Oxford, UK, where he participated in a Ditchley Foundation conference on East/West Relations.

PUBLIC PROGRAMMES GRANTS Fourth Quarter 1985-86

Canadian Bar Association , Ottawa. Canadian Conference on Nuclear Weapons and the Law, 2-4 November 1986.	\$20,000
Canadian Association of Adult Education , Toronto. Workshop and special issue of 'Learning' Magazine.	9,800
Coalition québécoise pour le désarmement et la paix , Montréal. Kiosque: Salon international de la jeunesse, 13-19 mai 1986.	3,000
Co-op Radio , Vancouver. Women Talking Peace, Broadcast series.	5,000
McGill Faculty of Education/GEMS Conference Services , Montreal. Conference: 'Illusions and Realities in the Nuclear Age,' 21-23 April 1986.	6,000
Global Education Workshops , Stanstead, Quebec. Series of weekend workshops on Global Education, January - June 1986.	1,500
Kawartha Ploughshares , Lakefield, Ontario. Film Festival: 'Everyday Life in the Soviet Union,' 21-23 March 1986.	800
Les Productions Paix-Licule , Montréal. Video: La marche pour la paix en Amérique centrale.	5,000
Manitoba Peace Associates , Winnipeg. Conference 'In Search of Peace - Disarming the World,' 7-8 March 1986.	7,000
National Film Board of Canada , Montreal. Multi-media kit for schools.	8,000

Now Rooz , Toronto. Spring Festival on Peace and Multi-culturalism, 22 March 1986.	5,000
Peace Resource Centre , Ottawa. Ottawa Peace Calendar/Ottawa Peace News.	7,500
Pembina Institute , Alberta. Directory of Peace Educators in Canada.	8,000
St. John's Ploughshares , Newfoundland. Newsletter.	3,000
St-Paul University , Ottawa. Conference: 'Quest for Peace in Our Day,' 16-18 May 1986.	5,500
Université de Québec à Montréal . Semaine culturelle, 10-14 mars 1986.	7,000
Theatre of Change , Toronto. Play: 'Mother Courage and her Children,' Summer 1986.	7,000
Toronto Disarmament Network , Toronto. Education-Outreach Programme.	8,000
Groupe de recherche sur la paix , Université Laval, Québec. Bibliographie spécialisée sur paix, guerre et désarmement.	6,000
Janice Williamson , Toronto. Book: Canadian Women and Peace.	3,300
Total	\$126,400

Centre québécois de relations internationales , Université Laval. La position canadienne en matière de désarmement.	38,915
UNITAR , New York. The UN and Maintenance of International Peace and Security Conference.	25,000
Borgese, Elisabeth Mann , Halifax. World Space Organization.	5,000
Research Programme in Strategic Studies , York University. Sovereignty, Security, and the Arctic.	7,000
Parker, Ross , McMaster University. Canadian Children's Concern About Their Future.	5,000
von Riekhoff, Harald , Carleton University. Conference: Cohesion of the Warsaw Pact.	9,000
IUS-Canada , Calgary. Conference: Air Defence.	6,764
Soderlund, Walter , University of Windsor. North American Press Coverage of the 1984 Critical Elections in the Caribbean Basin.	1,856
Centre for International Research and Training , Carleton University. Bibliography on Conflict Resolution.	3,000
Centre for Communication, Culture and Society , Carleton University. Media/Peace/Disarmament.	9,451
Mosco, Vincent , Queen's University. Economic Study on the Strategic Computing System of the USA.	1,500
Norman Paterson School , Carleton University. International Negotiation Training Exercise.	2,040
Total	\$124,526

RESEARCH GRANTS Fourth Quarter 1985-86

Mandell, Brian , Ottawa. Improving Performance in International Crisis Management.	\$10,000
---	-----------------

UPCOMING EVENTS

Date	Event	Sponsor(s)	City
6-12 July	International Institute for Peace Education	Faculty of Education, U. of Alberta	Edmonton
22-29 July	International Women's Seminar	Woman's International League for Peace and Freedom (Geneva)	Utrecht, Netherlands
3-8 August	International Perspectives on Peace and Education	Centre for Global Peace and Education, Western Washington U.	Bellingham, Washington
5-7 September	Conference: 'Toward a Common Security'	The Group of 78	Stoney Lake, Ontario
8-9 November	The True North Strong and Free? Nuclear Arms and Canadian Policy	Council of Canadians, Physicians for Social Responsibility	Edmonton

BIBLIOGRAPHY/AV RESOURCES

South Africa

■ O'Brien, Conor Cruise. "What Can Become of South Africa?" *The Atlantic*, March 1986, pp. 41-68.

A thoughtful, impressionistic essay on South African history and its relevance to the present critical situation.

■ Smiley, Xan. "A Black South Africa?" *The Economist*, February 1, 1986, pp. 33-34.

This frank and realistic assessment of the South African situation ends with the view that "the quicker the white tribe submits, the better its chance of a bearable (and non-Communist) future in a black-ruled South Africa."

Africa (general)

■ Lamb, David. *The Africans*. New York: Vintage Books, 1983.

Lamb, as a journalist for the *Los Angeles Times*, has reported on all the nations of post-colonial Africa. Here, he summarizes his experience of those nations, their people and their leaders, with all the liveliness of a journalist, but with enough historical detail to give the book substance.

■ Meredith, Martin. *The First Dance of Freedom: Black Africa in the Postwar Era*, London: Sphere Books Ltd., 1985.

A lively, readable and informative account of the anti-colonial movements led by men such as Kwame Nkrumah, Jomo Kenyatta, and Patrice Lumumba.

SDI and Canada

■ *Canada's Territorial Defence*. Report of the Special Committee of the Senate on National Defence. Ottawa: Minister of Supply and Services Canada, 1985. (Eng. & Fr.)

The committee considers the problem of modernizing the North Warning System in light of new technologies and new thrusts in US strategic doctrine. This report summarizes the debate and excerpts many of the testimonies before the committee.

■ Lamb, John M. and Ronald G. Purver. "Is Canada Defensive about NORAD?" *Arms Control Today*, March 1986, pp. 10-12.

Lamb and Purver, from the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament (CCACD) in Ottawa, review the sticky problems of belonging to NORAD while declining to participate in Star Wars.

■ Rosenblum, S. *Misguided Missiles: Canada, the Cruise and Star Wars*. Toronto: Lorimer & Company, 1985.

A clearly written, accessible account of the implications for Canada of the push for strategic defence ("Star Wars") and the Soviet and US deployment of long-range cruise missiles. The author argues that Canada should oppose both developments.

The Nuclear World

■ Allison, G.T., Carnesale, A. and Nye, J.S. Jr., (eds.) *Hawks, Doves, and Owls: An Agenda for Avoiding Nuclear War*. New York: W.W. Norton and Company, 1985.

Explores five ways a nuclear war might start and gives forty specific recommendations for reducing those risks.

■ Arkin, William M. and Richard W. Fieldhouse. *Nuclear Battlefields*. Cambridge, MA: Ballinger, 1985.

The authors have dug deep to provide a comprehensive, detailed picture of nuclear planning and deployment, in what has

become one of the indispensable reference texts for the nuclear age.

■ Cohen, Stephen. *Rethinking the Soviet Experience: Politics and History Since 1917*. Oxford: Oxford University Press, 1985.

Stephen Cohen, a well-known American Sovietologist, challenges some of our stereotypes of the Soviet Union and her people.

■ Paul, Derek (ed.) *Defending Europe: Options for Security*. London: Taylor and Francis, 1985.

The proceedings of the conference on "European Security Requirements and the MBFR Talks," sponsored by Science for Peace, Toronto. The analyses and opinions cover the spectrum from "conventional" to "radical."

AUDIO/VISUAL RESOURCE

■ *Defence of Canada*

By Gwynne Dyer
Reviewed by John Walker

Co-produced by the Canadian Broadcasting Company and the National Film Board of Canada in 3 one-hour episodes.

Defence of Canada is chiefly concerned with considering alternatives to what Dyer called the "alliance game."

The interviews with retired diplomats, politicians and military men recalled some interesting background about how we got into NATO, idealistically hoping that it would be a temporary thing and that the alliance would contain both of those burgeoning nuclear powers, the US and the USSR. They also provided useful reminders of the haphazard and ill-informed way in which Canada got involved in NORAD.

Watching Dyer in his casual designer jackets and listening to his world-weary voice dissecting clichés about Canada's defence roles will probably make old sweats and military officials fume, but if it makes ordinary Canadians think harder about the serious defence questions facing this country, the series will have achieved its aim.

A book based on the series will be published later this year by CBC and Lester & Orpen Dennys.

INSTITUTE PUBLICATIONS

■ *Background Papers*

1. Canadian Response to the Strategic Defence Initiative – Gregory Wirick
2. A Nuclear Freeze? – David Cox
3. Nuclear Winter – Leonard Bertin
4. Reviewing the Non-Proliferation Treaty – William Epstein
5. Conventional Arms Control Negotiations in Europe – John Toogood
6. The Origins of the Canadian Institute for International Peace & Security – Gilles Grondin

■ *Points of View*

1. East/West Relations: Values, Interests, Perceptions – Geoffrey Pearson

■ *Conference Reports*

1. Negotiations for Peace in Central America – Liisa North
2. Challenges to Deterrence: Doctrines, Technologies and Public Concerns – Dianne DeMille

■ *Occasional Papers*

1. Superpower Rivalry and Soviet Policy in the Caribbean Basin – S. Neil MacFarlane